

GRAIN DE SEL

La revue d'Inter-réseaux Développement rural • 2024 # 1

Renforcer le dialogue science-politique pour des systèmes alimentaires durables

- Mieux valoriser les données scientifiques
- Développer une recherche systémique, participative et prospective
- Qui pour la financer, avec quelles influences ?

Numéro copiloté avec



INTER-RÉSEAUX
Développement Rural

SOMMAIRE N° 86

CADRAGE

- Éditorial 3
- Repères : sans interfaces science-politique, pas de transformation des systèmes alimentaires 4-5

ENJEUX

- Accompagner les évolutions des habitudes alimentaires, Ipar 6-7
- Rendre les connaissances accessibles aux politiques, Aced 8-9
- Identifier les innovations pour améliorer la résilience, FAO-HLPE 10-11
- Les rapports de forces orchestrés par l'industrie agroalimentaire, African Centre for Biodiversity 12-13

PERSPECTIVES

- Financer l'utilisation de données probantes, Fondation Hewlett 14-15
- L'agroécologie, une science qui relie, Creates 16-17
- La force des alliances locales, Enda Pronat & Cicodev 18-19
- Moins de blé importé et plus de farines locales, Oadel Togo 20-21
- Pain composé : réunir la recherche agroalimentaire et les décideurs, Isra-Bame 22
- Le rôle des organisations paysannes et des ONG pour une nouvelle donne politique, Confédération paysanne du Faso 23
- La prise en compte du genre dans les plateformes d'innovations, Coraf 24-25

VUE D'AILLEURS

- Explorer les futurs des systèmes alimentaires et agir par anticipation grâce à la recherche prospective, Ipar 26-27
- Plateforme AgriData, les données agricoles pour tous, Ipar 28-29
- Quelles synergies d'acteurs pour une alimentation saine et durable ? Gret & L'Institut Agro Montpellier 30-32

REGARDS CROISÉS

- Bhoutan, Colombie et Sierra Leone : comment construire des systèmes alimentaires plus durables et inclusifs? Cirad & Agrosavia 33-34

- Conclusion : "Co-construire un dialogue éclairé pour une juste transformation" Ipar & Afsa 35-37

- Un numéro co-construit avec l'Ipar 38
- Du côté des membres 39
- Portrait : Jeanne Zoundjhekon, la génétique au service des biens communs 40

GRAIN DE SEL



Photo de couverture

Agronome de formation et photographe de passion, Raphaël Belmin travaille aux côtés des paysans d'Afrique de l'Ouest. Grand témoin d'un monde rural en mutation rapide, il photographie les êtres humains et non-humains qui habitent les terroirs, en questionnant leurs liens tangibles et intangibles. Il met en lumière les pionniers de l'agroécologie - scientifiques, militants, paysans ou politiques - qui travaillent pour construire des alternatives d'avenir.



@raphael.belmin

GRAIN DE SEL

Les opinions exprimées dans les articles ne reflètent pas systématiquement celles d'Inter-réseaux, de IPAR Think Tank ou de nos partenaires. Tous les articles sont libres de droit. En cas de rediffusion, merci de faire figurer la mention "©Grain de Sel" et de nous envoyer une copie de la publication.



Transformer les systèmes alimentaires en Afrique : l'impératif d'une synergie science-politique

Les systèmes alimentaires actuels sont confrontés à de multiples pressions : économiques, énergétiques, démographiques, sécuritaires, etc., et cette situation exige une révision profonde de leurs fondements. Face aux inégalités croissantes concernant notre manière de produire et de consommer, ils doivent devenir plus sains, durables et résilients afin de répondre aux objectifs de l'Agenda 2030 pour le développement durable. La compréhension de ces systèmes est devenue la clé pour non seulement pouvoir agir, mais aussi anticiper les éventuelles crises à venir. Réalisé en partenariat avec Ipar Think Tank, dont le focus est la production d'évidences scientifiques pour éclairer les décisions politiques, ce numéro *Grain de sel* s'intéresse à la façon dont la recherche peut combler l'écart entre les pratiques agricoles innovantes et les politiques agricoles et alimentaires. Cela implique une coopération renforcée entre les chercheurs, les organisations paysannes, le secteur privé et les décideurs politiques pour contribuer à l'accélération du développement de systèmes alimentaires productifs, sains et durables. Toutefois, cette coopération se heurte souvent à des différences de rythme et de perspectives, illustrant la complexité des interfaces entre les différentes parties prenantes.

Face à cette situation, il est impératif de trouver de nouvelles manières de co-crée et de partager les connaissances pour une agriculture et une alimentation durables. Cela demande une anticipation, une compréhension de dynamiques, une analyse fine et surtout des évidences à mobiliser pour contribuer à l'amélioration des systèmes alimentaires. Cela passe par une accessibilité accrue aux nouvelles connaissances, technologies et pratiques pour tous les utilisateurs, favorisant ainsi la mise à l'échelle des innovations en fonction des contextes. Une implication plus significative des agriculteurs et agricultrices, des consommateurs et consommatrices, et des organisations locales dans les processus de recherche, de transformation, de commercialisation et de garantie de la durabilité des produits alimentaires et agricoles est cruciale pour catalyser des apprentissages dynamiques et innovants. Pour ce faire, le focus devrait être mis sur l'anticipation de l'évolution des agricultures familiales et leurs contributions, sur des bases productives maîtrisées, dans des systèmes alimentaires plus résilients.

Plusieurs questions soulevées dans ce numéro demeurent ouvertes et nécessitent encore des recherches approfondies pour éclairer les politiques alimentaires du futur. Comment pouvons-nous mieux intégrer les savoirs locaux dans les recherches scientifiques pour garantir que les innovations soient adaptées et acceptées ? Quelles stratégies peuvent être mises en place pour assurer une réelle interdisciplinarité dans les recherches sur les systèmes alimentaires, qui souvent s'isolent dans des silos techniciens ? Comment financer une recherche qui ne soit pas influencée par l'industrie agroalimentaire ? En outre, comment les dynamiques politiques peuvent-elles être conçues pour répondre à l'urgence de la sécurité alimentaire, aux demandes de souveraineté alimentaire, mais aussi pour encourager des pratiques agricoles qui préservent l'environnement et la biodiversité ? Autant de questions qui restent au cœur des défis à relever pour transformer les systèmes alimentaires vers des modèles plus durables et territorialisés. Chercheurs et politiques doivent transcender leurs rôles traditionnels pour devenir de véritables moteurs de changement aux côtés des acteurs du monde rural. En plaçant la connaissance scientifique au cœur des processus décisionnels, nous pourrions espérer avancer vers des systèmes alimentaires qui nourrissent l'Afrique de manière digne et pérenne.

Cheikh Oumar Ba



Directeur exécutif Ipar Think Tank

Sena Kwaku Adessou



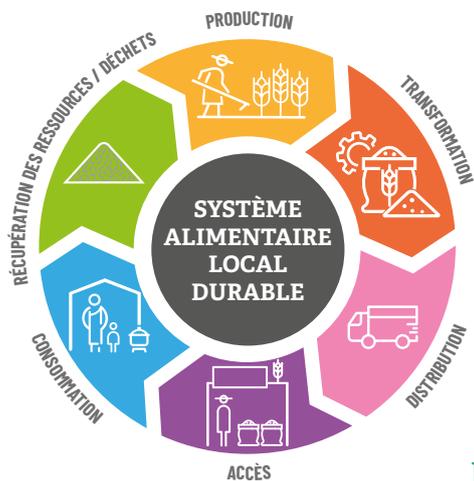
Président Inter-réseaux Développement Rural

Ce numéro est le fruit d'un travail collectif. Plusieurs personnes, membres ou partenaires se sont mobilisées pendant plusieurs mois autour de ce numéro. Pour leur implication, nous tenons à remercier en particulier Cheikh Oumar Ba (Ipar), Hélène Basquin (CFSI), Amel Benkahla (Gret), Estelle Dandoy (Acting for Life), Abdoul Wahab Diakitè (PCQVP-Mali), Famara Diédhiou (AFSA Afrique de l'Ouest), Joseph Etienne Diop (Ipar), Jean-Luc François, Mamadou Goïta (Ipad Mali), Pierre Le Ray (Supagro), Malik Lèye (Ipar), Gilles Mersadier (AVI), Khady Thiané Ndoeye (Cicodév Afrique), Nadia Ouattara, Laurène Poli (Acting for Life), Yvon Saroumi (IR), Ramadan Sylla (CNOP Mali), Liora Stührenberg (Iram), Laure Tall (Ipar), Céline Weymann (Afdi) ainsi que tous les auteurs et autrices.

Ce numéro a été coordonné par Emilie Langlade, chargée de mission et responsable de la revue *Grain de Sel* et par Aly Faye, responsable de la communication à Ipar Think Tank.

Sans interfaces science-politique,

Un système alimentaire comprend tous les éléments (ressources naturelles, personnes, intrants, processus, infrastructures, institutions, produits, etc.) et activités liées à la production, à la transformation, à la distribution, à la préparation et à la consommation des aliments et aux extrants de ces activités, y compris les impacts socio-économiques et environnementaux (HLPE, 2014).



LEXIQUE

Ce numéro aborde différentes approches de recherche scientifique qui peuvent être combinées et adaptées pour répondre aux défis de la transformation des systèmes alimentaires.

Recherche-action : approche qui vise à résoudre des problèmes concrets en impliquant les acteurs concernés dans le processus de recherche, combinant ainsi la production de connaissances et l'action.

Recherche participative : méthode qui implique activement les parties prenantes (communautés, praticiens) dans le processus de recherche, de la conception à l'analyse des résultats.

Recherche systémique : approche qui étudie les phénomènes dans leur globalité, en tenant compte des interactions entre les différentes composantes d'un système.

Recherche prospective : étude des futurs possibles pour anticiper les évolutions et orienter les décisions présentes.

Recherche transdisciplinaire : approche qui intègre différentes disciplines et savoirs non académiques pour aborder des problèmes complexes.

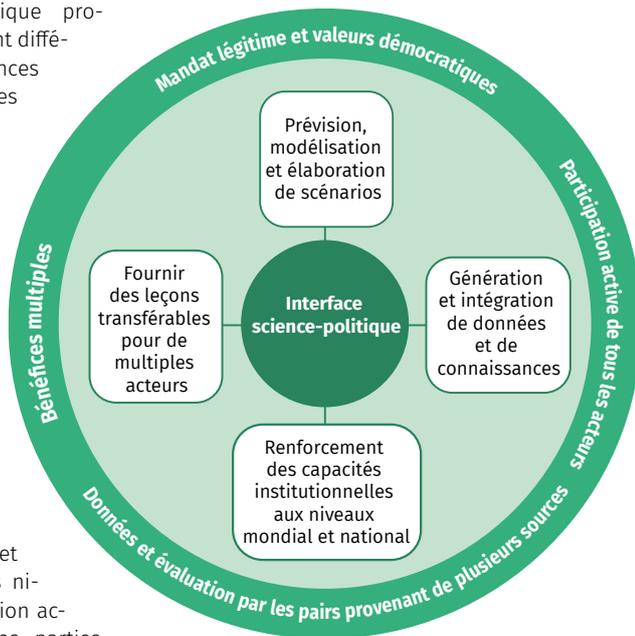
Recherche-développement : travaux systématiques fondés sur des connaissances existantes en vue de lancer la fabrication de nouveaux produits ou d'améliorer ceux existants.

■ Favoriser les dialogues entre scientifiques, responsables politiques et société civile

Principes clés des interfaces science-politique

Les interfaces science-politique produisent, collectent et intègrent différentes formes de connaissances qui s'appuient sur les principes des données FAIR (Findability, Accessibility, Interoperability, Reusability) qui décrivent comment les données doivent être organisées pour être plus facilement accessibles, comprises, échangeables et réutilisables.

Les activités clés d'une interface science-politique doivent favoriser l'intégration de diverses connaissances, soutenir les efforts prospectifs, établir des dialogues multipartites, faciliter le partage des enseignements dans les systèmes alimentaires et renforcer les capacités à tous les niveaux, tout en garantissant l'inclusion active et significative de toutes les parties prenantes, y compris les acteurs locaux. ■



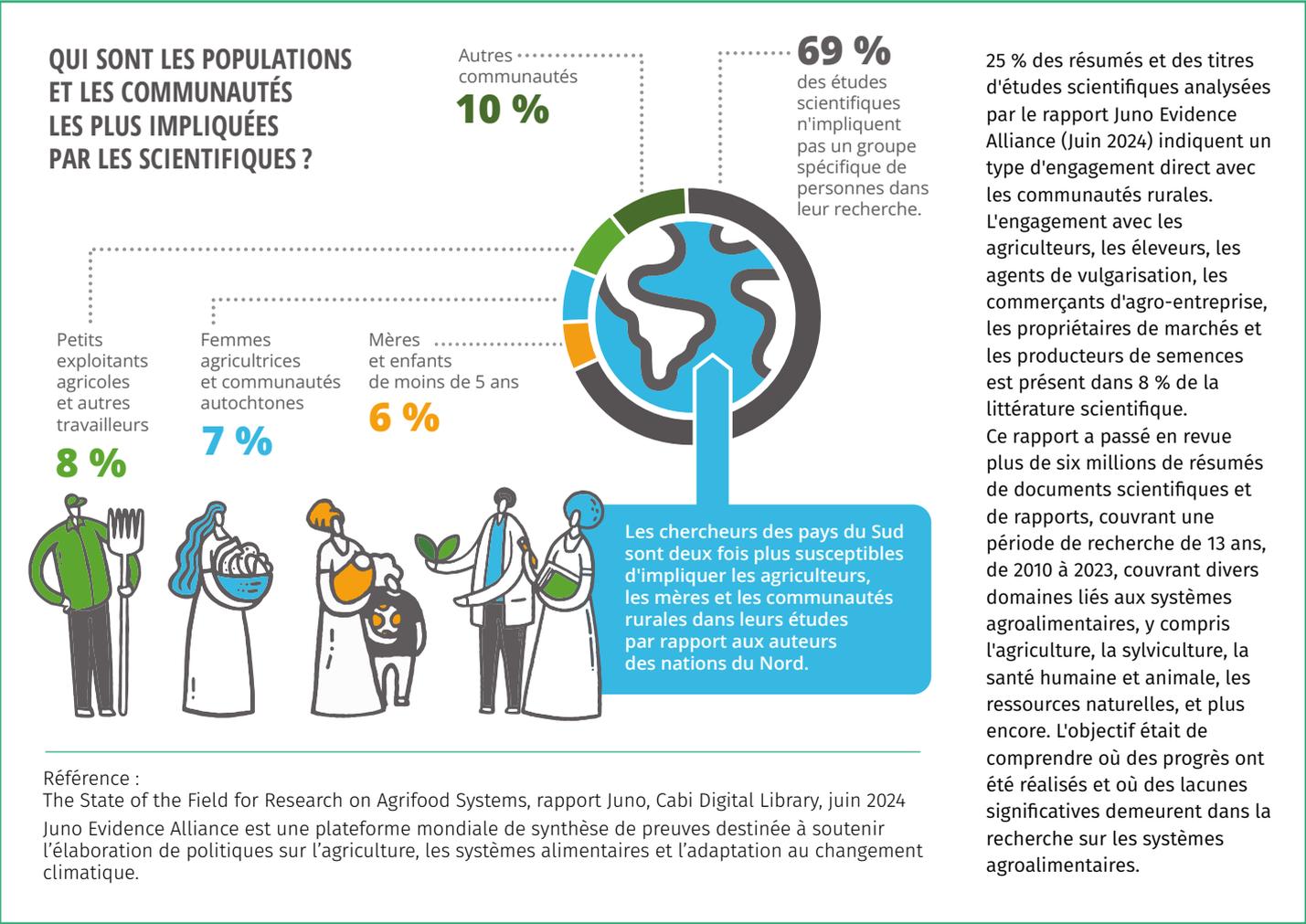
Source : Enhancing science-policy interfaces for food systems transformation. Nat Food 2, (2021).

<https://doi.org/10.1038/s43016-021-00406-6>

pas de transformation des systèmes alimentaires

■ Quel engagement des communautés dans la recherche ?

La production de recherche dans le domaine de l'agriculture et les domaines connexes a augmenté d'environ 60 % au cours des 13 dernières années au niveau mondial, avec une moyenne de 440 000 publications par an. Les chercheurs des pays du Sud sont deux fois plus susceptibles d'impliquer les agriculteurs, les mères et les communautés rurales dans leurs études par rapport aux auteurs des nations du Nord.



INSÉCURITÉ ALIMENTAIRE ET NUTRITIONNELLE en Afrique de l'Ouest :

52 Millions
en 2024



Près de 52 millions de personnes, soit environ 12 % de la population des 17 pays d'Afrique de l'Ouest analysés, ont été confrontées à des niveaux élevés d'insécurité alimentaire aiguë (Phases CH 3 à 5) pendant la période de soudure de juin à août 2024 (Cadre Harmonisé).

Une recherche territorialisée pour accompagner les évolutions des habitudes alimentaires en Afrique de l'Ouest

L'Afrique de l'Ouest est la région la plus urbanisée d'Afrique subsaharienne avec 43 % de sa population vivant dans les villes. Cette urbanisation et les changements de style de vie associés ont engendré une profonde mutation des habitudes de consommation alimentaire. Cet article explore comment la recherche peut accompagner et guider cette transition en répondant aux défis de durabilité des systèmes agricoles, de sécurité alimentaire et d'inclusion sociale.

Lorsqu'une analyse à une échelle fine permet d'observer des différences importantes à l'intérieur d'un même pays, de grandes tendances se dégagent en Afrique de l'Ouest et affectent la majorité des pays (côtiers et sahéliens) ainsi qu'à l'intérieur des pays (urbain, rural). D'après les études de l'OCDE et du Club du Sahel, les produits transformés représentent désormais 39 % des dépenses alimentaires des ménages. Les consommateurs sont de plus en plus demandeurs de produits faciles à préparer et prêts à être consommés. Avec la hausse des revenus, la consommation de fruits et légumes, de viande et du poisson augmente tandis que celle des céréales et des légumineuses diminue relativement. La baisse de la consommation directe de céréales est néanmoins compensée par une transition vers de nouvelles utilisations, avec une conversion en aliments à plus forte valeur ajoutée (attiéké, gari...). Les petites villes qui émergent contribuent à répandre les habitudes alimentaires urbaines dans les zones rurales. La jeunesse de la population et l'élargissement de la classe moyenne amplifient ces mutations.

Ces évolutions sont perceptibles dans la plupart des pays de la sous-région. Au Sénégal, une étude récente (FAO et al., 2022) a identifié quatre principaux systèmes alimentaires : un système alimentaire polarisé vers les centres urbains s'appuyant sur une logistique performante pour approvisionner supermarchés, marchés, épiceries et restaurants de rue ; un système alimentaire traditionnel rural alliant autoconsommation et achats sur les marchés ruraux et villes proches avec une centralisation de petits volumes par les intermédiaires ; un système alimentaire des denrées importées qui couvrent la moitié des apports caloriques par le biais des céréales (riz, blé, maïs), des produits laitiers et des huiles, et approvisionnent les entreprises locales de transformation agroalimentaire ; et un sys-

tème agro-alimentaire orienté vers la transformation industrielle et l'export, constitué par des très grandes exploitations (haricots verts), les commerçants et transformateurs s'approvisionnant auprès d'agriculteurs familiaux (arachide, anacarde) ainsi que les pêcheries.

En procédant à une déclinaison spatiale de ces systèmes alimentaires et en les croisant avec les défis de durabilité dans les domaines de la sécurité alimentaire, de la nutrition et la santé ; la croissance économique inclusive ; le développement territorial ; l'équité et l'environnement, l'étude a identifié huit territoires distincts en termes de vocations agricoles, d'élevage, de pêche, de transformation et de consommation alimentaire.

Au cours des dernières décennies, le Sénégal a connu de profonds changements dans son régime alimentaire sous l'effet d'une croissance rapide de la population, la forte urbanisation, l'augmentation des niveaux de revenus et l'évolution des modes de vie. La consommation de riz et de pain à base de blé, autrefois limitée aux grandes villes, a conquis les zones rurales, où le riz est devenu un aliment de base pour le déjeuner et le pain à base de blé pour le petit-déjeuner.

La recherche a d'ailleurs joué un grand rôle à chaque fois que les politiques publiques ont montré un intérêt pour une culture, en met-

tant à disposition des technologies semencières adaptées, résilientes et productives. C'est le cas avec le riz NERICA (obtenu par hybridation entre des riz africains et asiatiques) développé et vulgarisé en Afrique de l'Ouest. Globalement, la consommation de riz par habitant est passée de 60 kg en 1990 à 78 kg en 2017, tandis que la consommation de millet par habitant a diminué, passant de 78 kg en 1990 à 30 kg en 2017 (Ipar, 2017). Les régimes alimentaires urbains se sont diversifiés, avec une consommation accrue de légumes et de protéines animales (poisson et volaille principalement). Pour des raisons économiques ou par convenance, la restauration de rue a pris un envol en milieu urbain. Seule une analyse fine des changements en cours pourra déterminer avec précision comment les habitudes alimentaires ont évolué en fonction des territoires.

Défis des stratégies de souveraineté alimentaire

Les chocs récents (COVID 19, guerre Russie-Ukraine) et leurs répercussions sur les chaînes d'approvisionnement mondiales ont poussé de nombreux pays à développer des stratégies de souveraineté alimentaire afin de se prémunir des risques de pénuries et de déstabilisation.

Au Sénégal comme en Afrique de l'Ouest, la dépendance croissante à l'égard des importations alimentaires résulte de la com-

IL EST ESSENTIEL DE MIEUX CERNER LES INTERRELATIONS ENTRE LES DIFFÉRENTES COMPOSANTES DES SYSTÈMES ALIMENTAIRES ET NOTAMMENT LES LIENS ENTRE LA CHAÎNE D'APPROVISIONNEMENT ET LES MODES DE CONSOMMATION.



Périmètre maraîcher de la région de Matam au Sénégal. Parmi les quatre systèmes alimentaires identifiés au Sénégal, le système alimentaire traditionnel rural allie autoconsommation, achats sur les marchés ruraux et villes proches, avec une centralisation de petits volumes par les intermédiaires.

© Ipar 2023.

binasion de plusieurs facteurs, notamment une production alimentaire nationale insuffisante, des modifications des modes d'alimentation, et la disponibilité de denrées alimentaires bon marché et subventionnées sur les marchés mondiaux. Les défis sont donc immenses. Comment accroître les productions nationales de façon substantielle dans un contexte de changement climatique, de dégradation prononcée du foncier et des ressources naturelles, de croissance démographique et d'urbanisation ? Comment satisfaire une demande alimentaire fortement influencée par l'urbanisation et plutôt tournée vers des produits importés ? Comment fournir des aliments compétitifs dans un environnement marqué par l'arrivée massive de produits importés à bas prix et souvent subventionnés à l'origine ? Ce sont ces défis que les pays d'Afrique de l'Ouest doivent relever en se tournant résolument vers la transformation des systèmes alimentaires par une mise à l'échelle des innovations et autres bonnes pratiques, l'exploitation des synergies et la minimisation des compromis découlant des choix à opérer. Dans cette perspective, les pratiques alimentaires constituent une des composantes à prendre en charge.

Le rôle de la recherche pour de bonnes pratiques alimentaires

Le Rapport mondial sur le développement durable (GSDR 2023) propose la mobilisation de cinq leviers pour accélérer la transformation des systèmes. Il s'agit de la gouvernance, du financement, de l'action individuelle et collective, du renforcement de capacités, et de la science, la technologie et l'innovation. Pour améliorer l'adoption d'innovations et de bonnes pratiques alimentaires, la science, la technologie et l'innovation peuvent jouer

un rôle clé. Par exemple, les pouvoirs publics peuvent soutenir une recherche agroalimentaire qui diversifie l'offre de biens alimentaires et répond ainsi aux préférences des consommateurs. Cette recherche doit néanmoins être territorialisée afin de prendre en compte les spécificités locales, les questions d'équité territoriale et d'inclusion sociale.

La recherche peut également aider à combler les écarts de connaissances sur les évolutions des habitudes alimentaires, en mettant en exergue les moteurs de ces mutations et les voies et moyens d'aligner les modes de consommation alimentaire aux systèmes alimentaires tournés vers des approvisionnements locaux, nationaux et régionaux. De nombreuses interventions dans le domaine de la nutrition s'adossant aux données probantes contribuent par exemple à des changements de comportement pour une alimentation équilibrée et la pratique d'exercices physiques en lien avec l'obésité ou la malnutrition. Il en est de même de la recherche agronomique qui ne met plus l'accent sur les objectifs de production et de productivité (offre) mais cherche à comprendre la consommation et la prise en compte des facteurs susceptibles d'améliorer la qualité de l'alimentation. Une analyse fine des compromis générés par les interventions préconisées contribuera à lever certains obstacles à l'accélération des transformations et permettra de faire ressortir les effets/impacts, les coûts et autres risques liés à ces interventions.

Enfin, il est essentiel de mieux cerner les interrelations entre les différentes composantes des systèmes alimentaires et notamment les liens entre la chaîne d'ap-

visionnement et les modes de consommation. Ces interrelations varient en fonction des territoires et doivent inciter les décideurs à bien emboîter les différentes échelles d'intervention (local, national, régional). Les projets alimentaires territoriaux (commune, département) peuvent ainsi renforcer les modes alimentaires locaux et contribuer à dynamiser l'économie locale. Leur connexion avec les territoires alimentaires à l'échelle nationale accroîtra la cohérence des interventions. Il en est de même des liens avec l'espace ouest-africain. ■

Dr Ibrahima Hathie



Économiste agricole, spécialiste des politiques agricoles et de l'analyse des filières, chercheur émérite à l'Ipar et co-auteur, avec 14 scientifiques indépendants, du Global Sustainable Development Report 2023. ibrahima.hathie@ipar.sn

EN SAVOIR PLUS :

Les nouvelles opportunités de l'économie alimentaire ouest-africaine, Notes ouest-africaines, OECD Publishing, 2016. irdev.org/3Xe2LLG

Profil des systèmes alimentaires - Sénégal. Activer la transformation durable et inclusive de nos systèmes alimentaires, FAO, Union européenne et Cirad, 2022. irdev.org/3WWDA5h

Étude de la consommation des céréales de base au Sénégal, Ipar 2017 irdev.org/46WPd02

La recherche au service des politiques de sécurité alimentaire : **comment rendre les connaissances accessibles ?**

La recherche fournit des connaissances, des innovations et des solutions fondées sur des données probantes qui peuvent transformer les sociétés et les économies. Ce lien fonctionnel exige une interaction forte et mutuellement bénéfique entre la communauté des décideurs et praticiens de développement (ici considérés comme les utilisateurs nets de connaissances), et celle des scientifiques (ici considérés comme les générateurs nets de connaissances). Dans la pratique en Afrique, notamment au sud du Sahara, ce lien est faible ou brisé, entravant l'efficacité de la formulation et de la mise en œuvre des politiques publiques.

Le fossé entre décideurs politiques et la communauté scientifique se manifeste principalement par une incompréhension mutuelle des priorités, des langages et des méthodes. D'une part, les décideurs politiques sont souvent confrontés à des pressions immédiates pour répondre aux besoins des populations et doivent naviguer dans des environnements politiques complexes, changeants, et aux ressources financières limitées. Leur horizon est souvent le court terme, dicté par les cycles électoraux et les urgences nationales ou infranationales.

Ils ont alors besoin de solutions rapides, concrètes et applicables mais se heurtent souvent à des barrières lorsqu'ils tentent de comprendre et d'intégrer des données scientifiques qui peuvent paraître abstraites, incomplètes, imprécises, décontextualisées ou trop simplistes par rapport à la réalité sociale.

D'autre part, les scientifiques opèrent dans un cadre méthodologique rigoureux, avec des exigences de précision, de reproductibilité et de validation par les pairs. Leurs re-

cherches s'inscrivent généralement dans des temporalités plus longues, et leurs conclusions sont souvent nuancées, accompagnées de réserves et de conditions spécifiques. Par ailleurs, les sources de financement de la recherche étant généralement étrangères, les travaux de recherche sont pensés et conçus sur des agendas des bailleurs de recherche et potentiellement non contextualisés aux besoins réels des décideurs locaux. Les résultats de recherche, bien que riches en informations précieuses, sont souvent écrits dans un langage trop technique, orienté davantage vers la communauté scientifique et généralement incompris des décideurs et des praticiens.

Le fossé entre les deux communautés est aussi symptomatique d'une défiance mutuelle. Les décideurs politiques craignent les critiques venant des milieux scientifiques avec les contestations sociales qu'elles peuvent engendrer, et utilisent parfois des subterfuges (sous-financement, nomination et promotion, etc.) pour encadrer la communauté scientifique.

Ce fossé entre les communautés scientifique et politique ne bénéficie ni aux chercheurs, qui voient leurs productions sous-utilisées dans la prise de décisions, ni aux décideurs politiques, qui ne bénéficient pas des données probantes disponibles pour informer les processus de prise de décisions.

Connecter la recherche aux politiques pour des interventions fondées sur les données probantes

Pour combler le fossé entre la recherche et les politiques, il est nécessaire de stimuler et catalyser l'écosystème des données probantes et des politiques de développement afin de le rendre plus habilitant et perfor-

Formulation des 100 questions de recherche actuelles et critiques sur la sécurité alimentaire et la nutrition (SAN) au Bénin

L'initiative, coordonnée par l'Aced, est un exercice de réflexion collective qui a permis à 565 acteurs de l'écosystème de la SAN au Bénin d'exprimer leurs besoins en données probantes. Nous présentons les premières questions formulées par priorité et par champ thématique. Il y en a 100 en tout.

Exemples de questions de recherche spécifiques en lien avec :

- **les systèmes d'approvisionnement alimentaire**
Quels sont les déterminants de la valorisation des produits alimentaires de terroirs et des produits dérivés de la transformation ?
- **l'environnement alimentaire**
Quel est le niveau d'exposition des consommateurs d'aliments de terroirs (frais ou transformés) aux risques chimiques (ex. métaux) ?
- **les comportements des consommateurs**
Quels sont les modes de consommations alimentaires compatibles avec le développement durable ?
- **l'état nutritionnel**
Comment s'explique la persistance de la malnutrition dans des localités ayant été l'objet de plusieurs interventions nutritionnelles ?
- **le commerce et l'investissement**
Quels sont les dispositifs légaux (lois et certificats) de régulation de la qualité sanitaire, nutritionnelle, et environnementale des produits de terroirs transformés ?
- **l'environnement politique et institutionnel**
Quels sont les facteurs limitant la collaboration entre les acteurs clés intervenant dans le domaine de la SAN ?



Signature d'un partenariat stratégique en juillet 2024 entre l'ACED et l'Institut National de la Statistique et des Études Économiques et Démographiques du Togo. Ce partenariat vise à promouvoir une prise de décision fondée sur des données probantes, pour faciliter l'accès des utilisateurs (décideurs politiques et praticiens) du Togo aux données produites et services offerts par l'INSEED.

ACED

mant. Cela inclut dans un premier temps la création de la culture du recours aux données probantes lors des processus de prise de décision.

Aced a développé une plateforme de cours en ligne pour faciliter l'immersion des chercheurs et des décideurs politiques dans l'écosystème des données. Dans un second temps, il s'agit de mettre en œuvre des interventions structurelles, comme par exemple l'alignement de la recherche sur les besoins critiques des décideurs (recherche sur demande), le renforcement des mécanismes de production des données, la facilitation de la mobilisation et de l'accès aux données, la communication (de besoins ou des innovations) entre les acteurs, la vulgarisation et l'appui à la valorisation des données probantes.

Une plateforme au service des décideurs et des praticiens

Le Centre d'excellence EPA est une initiative conjointe du Centre Africain pour le Développement Équitable (Aced) et de l'Initiative Prospective Agricole et Rurale (Ipar). L'initiative est une réponse à la situation de faible niveau d'utilisation des données probantes dans la formulation et la mise en œuvre des interventions (politiques, stratégies, programmes et projets) dans de nombreux pays de l'Afrique de l'Ouest francophone. Ce faible niveau d'utilisation des données probantes se justifie en effet par un ensemble d'obsta-

cles dont: la non-disponibilité de données probantes actualisées et pertinentes pour les utilisateurs finaux (décideurs politiques, praticiens, secteur privé, etc.), la faible capacité des acteurs, notamment les utilisateurs et les modérateurs, pour accéder, comprendre et utiliser les données probantes, l'absence de mécanisme ou de culture institutionnelle qui systématisent le recours aux données probantes dans les processus de prise de décision, et un environnement non habilitant pour le recours et l'utilisation des données probantes.

Le Centre d'excellence EPA a pour ambition de stimuler la mobilisation et l'utilisation des données probantes pour des interventions (politiques, stratégies, programmes et projets) éclairées, justes, équitables, inclusives et durablement impactantes. Le Centre d'excellence se déploie en quatre programmes: le programme de renforcement des capacités individuelles et institutionnelles, le programme de mobilisation et de valorisation des données probantes, le programme d'appui à l'institutionnalisation du recours aux données probantes, le programme de co-apprentissage et de partage des expériences. Les domaines thématiques du Centre d'excellence sont: les systèmes alimentaires, le développement humain, l'environnement, le numérique, la fragilité et la cohésion sociale ainsi que les considérations genre, équité, diversité et inclusion. Dans sa phase pilote, le Centre d'excellence EPA couvre sept pays d'Afrique de l'Ouest: Bénin, Burkina Faso, Côte d'Ivoire,

Mali, Niger, Sénégal et Togo, avec l'ambition de s'étendre à l'ensemble de l'Afrique francophone. Cette approche géographique ciblée permettra d'affiner les méthodes.

Le Centre d'excellence EPA a été créé dans le cadre d'une initiative globale dénommée "Learning together to advance Evidence and Equity in Policymaking to achieve the SDGs" (LEEPS). LEEPS vise à promouvoir les politiques équitables et fondées sur des données probantes en Afrique afin de soutenir les objectifs de développement durable sur le continent.

Ce Centre d'excellence EPA, avec d'autres initiatives sœurs, impulse un changement transformateur dans l'écosystème des données probantes et des politiques de développement, avec pour ultime ambition de renforcer l'impact de la recherche sur les politiques et les pratiques. Les instances politiques et agences associées manifestent un intérêt particulier à cette dynamique, comme en témoignent les nombreuses requêtes reçues de ces derniers et les accords de collaboration signés au cours des derniers mois. Pour produire les résultats escomptés, ces engagements doivent relever de nombreux défis dont l'alignement entre l'offre et la demande des résultats de recherche, l'accroissement du financement de la recherche, l'utilisation des moyens innovants pour la mobilisation et le partage des résultats, et surtout l'instauration d'une culture institutionnelle du recours systématique aux résultats de recherche par les décideurs politiques et les praticiens de développement. ■

Rodrigue Castro Gbedomon



Directeur de recherche et de l'apprentissage ACED
c.gbedomon@acedafrica.org

Fréjus Thoto



Directeur exécutif ACED
fthoto@acedafrica.org

ACED est une organisation avec le statut consultatif spécial des Nations-Unies.

LE CENTRE D'EXCELLENCE EPA, INITIATIVE D'ACED ET D'IPAR, A POUR OBJECTIF D'ACCROÎTRE L'UTILISATION DES DONNÉES PROBANTES DANS L'ÉLABORATION ET L'EXÉCUTION DES POLITIQUES D'AFRIQUE DE L'OUEST.

Futur rapport scientifique du HLPE : "identifier les innovations susceptibles d'améliorer la résilience des systèmes alimentaires"

Les rapports du Groupe d'experts de haut niveau sur la sécurité alimentaire et la nutrition (HLPE-FSN) fournissent au Comité de la sécurité alimentaire mondiale (CSA) des analyses indépendantes utilisées pour informer et guider les politiques mondiales de sécurité alimentaire et de nutrition. Le rapport 2020 plaidait pour une transformation radicale et urgente des systèmes alimentaires, et l'appel à l'action du Sommet des Nations Unies sur les systèmes alimentaires de 2021 s'est concentré sur cinq objectifs, dont l'un consiste à renforcer la résilience aux vulnérabilités, aux chocs et aux situations de stress.

Entretien avec Paola Termine, économiste pour l'Organisation des Nations unies pour l'alimentation et l'agriculture (FAO), chargée de coordonner le prochain rapport du HLPE-FSN.

Grain de sel : La mission du HLPE-FSN est de fournir une analyse "indépendante, complète et fondée sur des preuves, grâce à un processus scientifique transparent et inclusif". Quelles données scientifiques et expériences collectez-vous pour votre futur rapport ?

Le prochain rapport du HLPE-FSN, "Construire des systèmes alimentaires résilients", qui sera présenté à la session plénière du CSA d'octobre 2025, visera à mieux comprendre la résilience des systèmes alimentaires et à aborder la planification de la résilience. Il passera en revue les expériences des pays dans la création de systèmes alimentaires plus résilients, en particulier en identifiant les innovations et les politiques nécessaires à leurs réalisations.



"Le HLPE-FSN s'efforce d'inclure différents types de données, d'informations et de connaissances, y compris de la littérature grise et des expériences des gouvernements et des organisations de la société civile", explique Paola Termine, économiste à la FAO et coordinatrice du HLPE-FSN.

FAO

Les systèmes alimentaires sont devenus de plus en plus complexes au cours des dernières décennies en raison de l'augmentation des échanges transfrontaliers de produits alimentaires, et de la dépendance vis-à-vis de millions de travailleurs des systèmes alimentaires pour fournir les intrants, produire, transformer, transporter, commercialiser et préparer les aliments jusqu'à leur destination finale. Dans le même temps nous observons une augmentation de la fréquence et de la gravité des différents chocs : événements climatiques, chocs économiques dus à la volatilité des prix, conflits et crises prolongées, et pandémie mondiale de COVID-19 en 2020. Différentes composantes des systèmes alimentaires ont des degrés de vulnérabilité et de résilience différents face à différents types de chocs. Il est donc essentiel de comprendre quelles caractéristiques rendent les systèmes alimentaires plus résilients ou plus vulnérables, et à quels types de chocs, ainsi que d'évaluer ceux susceptibles d'affecter les systèmes alimentaires.

La force du HLPE-FSN repose sur les experts de renommée mondiale qui le composent et sur un processus établi pour l'élaboration des rapports qui garantit son indépendance, sa transparence et son inclusivité. Les procédures de travail du HLPE-FSN assurent la légitimité parmi les parties prenantes et un haut degré de qualité scientifique : elles impliquent des consultations larges des parties prenantes à deux stades du développement du rapport : au moment de définir la portée du plan, puis sur le premier projet de rapport. L'incorporation de diverses formes de

connaissances et d'expertises, y compris les connaissances autochtones, est assurée par la diversité des équipes de rédaction et du Comité directeur du HLPE-FSN. Enfin, le projet final du rapport fait l'objet d'un processus rigoureux d'examen par les pairs.

Pour ce rapport sur la résilience, sujet systémique et complexe, nous avons commencé la revue des données existantes et des expériences sur différents types de résilience. Ainsi, la sécurité alimentaire nutritionnelle des individus est résiliente en fonction des ressources humaines et financières de leurs ménages. La résilience de la production alimentaire doit également être évaluée sur la base de facteurs agroécologiques au niveau de la production primaire. La résilience communautaire peut être renforcée par le capital social et les réseaux, la société civile et les infrastructures. La résilience des chaînes de valeurs doit prendre en compte leur intégralité, tout le long des chaînes d'approvisionnements. Enfin, il faut aussi intégrer la résilience institutionnelle de l'État et des gouvernements locaux.

GDS : Comment évaluez-vous les résultats de la recherche publique, de la recherche privée et de la recherche-action impliquant les organisations de la société civile ? Quelle est votre approche pour sélectionner les preuves ?

Le HLPE-FSN s'efforce d'inclure différents types de données, d'informations et de connaissances, y compris de la littérature grise et des expériences des gouvernements

et des organisations de la société civile. En fonction du sujet de chacun de nos rapports, certains types de connaissances peuvent fournir des preuves plus adéquates et être mieux représentés dans un rapport plutôt que dans un autre, bien que nous fassions des efforts conscients pour être représentatifs de différents types de connaissances. Par exemple, dans notre récent rapport 2021 sur l'engagement et l'emploi des jeunes dans les systèmes alimentaires, nous avons utilisé de nombreux résultats de la recherche-action et des expériences locales. Dans le rapport 2026 sur les connaissances autochtones, nous consulterons les organisations autochtones en complément de l'examen de la littérature publiée. Le rapport 2025 sur la résilience sera basé sur un mélange de résultats de recherche.

GDS : Quelles sont les premières pistes de résilience envisagées ?

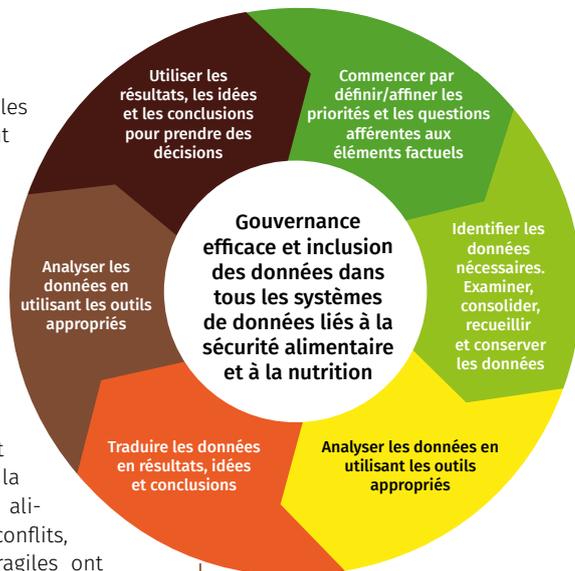
Nous étudions les moyens de rendre les systèmes plus résilients, c'est-à-dire mieux à même de se rétablir, de s'adapter et de se transformer face aux chocs, mais aussi plus équitables et plus durables, afin qu'ils puissent contribuer à toutes les dimensions de la sécurité alimentaire et nutritionnelle. Pour les chaînes d'approvisionnement, il faut encourager une plus grande diversité à toutes les étapes de la production, de la transformation, du commerce et de la vente au détail des denrées alimentaires. Il faut aussi promouvoir des chaînes d'approvisionnement plus courtes qui soutiennent les producteurs locaux et qui créent des opportunités d'emploi et de revenus plus équitables. Utiliser des technologies numériques permet de mieux connecter les fournisseurs d'intrants aux producteurs et aux transformateurs. Il faut déve-

opper des règles commerciales internationales qui soutiennent des systèmes alimentaires résilients et accroître la transparence des marchés. Enfin, des mesures doivent garantir la durabilité environnementale.

Mais la résilience peut signifier des choses très différentes selon le type de chocs et de crises. La résilience inclut également la récupération et la reconstruction des systèmes alimentaires affectés par des conflits, ou lorsque les institutions fragiles ont échoué à être soutenues. Analyser les diverses vulnérabilités de l'agriculture et des systèmes alimentaires ainsi que leurs impacts sur les différents acteurs concernés fournirait les bases pour que le CSA élabore des mesures politiques nécessaires pour renforcer la résilience des systèmes alimentaires locaux, régionaux et mondiaux soutenant la réalisation des droits humains.

GDS : Les résultats de vos rapports sont référencés dans le monde entier : comment maintenez-vous la "neutralité" des résultats mis en avant ?

Bien que le mandat principal du HLPE-FSN soit d'informer le CSA, nous sommes conscients que, une fois publiés, nos rapports ont une vie propre et sont largement référencés, de l'académie à la prise de décision politique, et cela bien sûr nous rend très fiers ! La neutralité est l'un des principes fondateurs du HLPE-FSN et je crois que cela devrait être le cas de tous les organes consultatifs scientifiques.



Source : adapté de Pivov et al., 2019

Cycle de décision fondé sur les données

Identification par le HLPE de six étapes critiques du processus décisionnel éclairé par des données pour la sécurité alimentaire et la nutrition (cf. Rapport 2022).

Nos rapports visent à fournir une analyse à la pointe des différents thèmes, en mettant en évidence les désaccords et les controverses scientifiques, voire les contentieux. Cependant, nous évitons de prendre parti à moins qu'il n'y ait une base scientifique solide sur laquelle fonder des recommandations. Pour les domaines qui restent contestés, nous pensons que le HLPE-FSN peut rendre un grand service en présentant les différentes positions, les données et les connaissances soutenant ces positions, afin que les lecteurs (y compris les décideurs politiques) puissent se faire leur propre opinion de façon éclairée. Le plus grand défi est de garder les rapports concis tout en essayant d'être représentatif des différentes connaissances, données, régions et expériences. S'assurer que le public continue de percevoir les rapports du HLPE-FSN comme équilibrés, indépendants et faisant autorité nécessite un contrôle de qualité structuré et minutieux. ■

Propos recueillis par Emilie Langlade

EN SAVOIR PLUS :

"Sécurité alimentaire et nutrition : énoncé d'une vision globale à l'horizon 2030", Rapport HLPE 2020

"Outils de collecte et d'analyse de données au service de la sécurité alimentaire et de la nutrition: rendre la prise de décisions plus efficace, plus inclusive et mieux ancrée dans les faits", Rapport HLPE 2022

"Quelles innovations pour une agriculture durable en Afrique de l'ouest ?" Entretien exclusif avec Emile Frison, Ipes Food et Agroecology Coalition, pour Grain de sel en ligne.

Changements essentiels dans les approches stratégiques préconisés par le groupe d'experts

Mettre l'accent exclusivement sur l'augmentation de l'offre agricole dans un contexte de croissance démographique



Œuvrer à une transformation radicale des systèmes alimentaires dans leur ensemble en vue d'améliorer la sécurité alimentaire et la nutrition et de réaliser le programme 2030

Considérer la sécurité alimentaire et la nutrition comme une question sectorielle



Considérer la sécurité alimentaire et la nutrition comme un système interconnecté avec d'autres systèmes et secteurs

Mettre l'accent exclusivement sur la réduction de la faim et de la sous-alimentation



Se concentrer sur la faim et la malnutrition sous toutes ses formes, dans leur relation complexe les unes avec les autres

Trouver des solutions en matières de sécurité alimentaire applicables au niveau mondial



Comprendre que la sécurité alimentaire et la nutrition varient selon les contextes et nécessitent des solutions diverses

Le HLPE soutient qu'il est nécessaire de prendre en compte toute la complexité et l'interaction des éléments de la politique de sécurité alimentaire et de nutrition lors de l'élaboration de politiques et de programmes sur ce sujet (cf. Rapport 2020).

Source : adapté du groupe d'experts de haut niveau, 2017

"Certaines entreprises agroalimentaires façonnent les politiques gouvernementales et détournent les chercheurs africains des priorités locales"

Le Centre africain pour la biodiversité (African Centre for Biodiversity, ACB) est une organisation de recherche et de plaidoyer qui œuvre en faveur de la souveraineté alimentaire et de l'agroécologie en Afrique, mettant l'accent sur les systèmes de semences et la biodiversité agricole. Ce centre a publié en 2024 une série détaillée consacrée aux aliments ultra-transformés (UPF) sur le continent africain. Ces fiches examinent l'évolution des comportements alimentaires et la dépendance croissante à l'égard des UPE. La directrice exécutive du centre, Mariam Mayet, analyse les rapports de force orchestrés par l'industrie agroalimentaire sur les politiques et la recherche.



Mariam Mayet, directrice exécutive du Centre africain pour la biodiversité.

Grain de sel : Comment pouvons-nous mieux comprendre les jeux d'influence et de dépendance qui pèsent en Afrique sur les institutions de recherche ?

La recherche africaine en sciences, en sciences physiques, en technologie, en ingénierie et en mathématiques ne représente que 29 % de la production de la recherche mondiale. Les racines de ce problème remontent à la fin des années 70 et 80, lorsque l'enseignement supérieur a été abandonné par les politiques économiques néolibérales des gouvernements africains. L'accent a alors été mis sur l'enseignement primaire, au détriment de l'enseignement universitaire, ce qui a entraîné une diminution de la capacité de la recherche, un manque de soutien politique, des infrastructures inadéquates, une fuite des cerveaux et, surtout, la diminution des financements publics. Bien que l'Union africaine ait adopté, il y a plusieurs années, une résolution engageant chaque pays afri-

cain à consacrer 1 % de son produit intérieur brut (PIB) à la recherche et au développement, le continent est encore loin derrière, avec 0,4 %.

Cela a conduit à de graves déficits financiers dans les systèmes de recherche et d'innovation, qui dépendent fortement de financements externes, notamment dans les domaines de l'agriculture et de la santé. Or, les donateurs occidentaux influencent fortement les agendas de recherche, détournant les chercheurs africains des priorités locales.

GDS : Comment les fabricants d'aliments ultra-transformés peuvent-ils influencer les études consacrées aux systèmes alimentaires ?

Les entreprises d'aliments ultra-transformés (UPF) font partie des sociétés alimentaires les plus puissantes du monde. Il s'agit de méga multinationales, dont Nestlé, PepsiCo, Unilever, Coca-Cola Co, Mondelez et Kraft Heinz Co, qui opèrent sur le continent africain depuis des décennies. Ces géants de l'agroalimentaire disposent d'actifs mondiaux considérables et exercent une influence notable

sur l'environnement précaire de la recherche et développement dans le domaine de l'alimentation et de la nutrition en Afrique.

Ces entreprises utilisent souvent des stratégies pour coopter et déformer les preuves scientifiques afin de légitimer leurs produits et minimiser les risques pour la santé. Cela inclut le financement de la recherche en nutrition, le parrainage d'organismes nationaux et mondiaux de nutrition, la participation à des organismes de normalisation et la mise en œuvre de programmes de nutrition. En témoignent, par exemple, les systèmes de profilage nutritionnels de Nestlé, Mars et Unilever pour répondre aux normes (volontaires) sur les allégations nutritionnelles. Nestlé finance également de nombreux articles scientifiques, séminaires et rapports sur les "1000 premiers jours de vie" pour promouvoir ses produits laitiers ultra-transformés.

Des experts scientifiques ont ainsi été cooptés par les fabricants d'UPF pour occulter les préoccupations sanitaires fondées sur des preuves concernant la consommation d'aliments ultra-transformés. À titre d'exemple, lors d'une réunion du Science Media Centre

IL Y A AMPLEMENT D'ESPACE POUR QUE LES INTERCONNEXIONS ENTRE LA SCIENCE OCCIDENTALE ET LES CONNAISSANCES TRADITIONNELLES TRACENT DE NOUVELLES VOIES DANS LE SYSTÈME ALIMENTAIRE.



Couvertures des guides issus de la série du Centre africain pour la biodiversité "Les aliments ultra-transformés en Afrique : implications pour une transition agroécologique juste des systèmes alimentaires et agricoles" publiés en 2024.

du Royaume-Uni en 2023, trois des cinq panélistes défendant les UPF étaient financés par des fabricants tels que Nestlé, Mondelez, Coca-Cola, PepsiCo, Unilever et General Mills. L'une d'entre elles, le professeur Janet Cade de l'université de Leeds, préside par ailleurs le comité consultatif de la British Nutrition Foundation, qui compte parmi ses membres McDonald's, British Sugar et Mars et est financée entre autres par Nestlé, Mondelez et Coca-Cola.

Les fabricants d'aliments ultra-transformés sont également connus pour obscurcir ou diluer les résultats scientifiques concernant la santé publique. Par exemple, en Chine, l'International Life Sciences Institute a influencé le gouvernement pour qu'il axe sa politique en matière d'obésité sur l'activité physique plutôt que sur l'alimentation. La capacité de ces entreprises alimentaires à influencer et à fixer des normes de sécurité alimentaire et de nutrition peut également être utilisée pour évincer les petits acteurs en rendant ces normes si onéreuses et coûteuses que seules les grandes entreprises ont la capacité et les ressources pour s'y conformer. Au Brésil, des milliers d'éleveurs laitiers ont été contraints de cesser leurs activités en raison des normes privées fixées par Nestlé et Parmalat (filiale du groupe français Lactalis) concernant la gestion et le stockage du lait.

Lorsque ces entreprises accèdent à des sièges ou achètent de l'influence dans les institutions nationales de nutrition, qu'elles font pression sur les gouvernements ou participent à des partenariats public-privé, elles peuvent façonner des aspects clés de la santé nationale tels que les politiques et stratégies de nutrition, la reformulation et l'enrichissement des aliments, les lois sur l'étiquetage, la recherche et l'éducation des consommateurs. Cela a pour effet de dépolitiser les environ-

nements alimentaires en détournant l'attention des déterminants structurels des régimes alimentaires malsains.

GDS : Quelles solutions alternatives à celles promises par les biotechnologies types OGM permettraient une réelle résilience des systèmes alimentaires et des populations ?

Certaines entreprises exercent une influence significative sur les politiques gouvernementales, le marché et nos régimes alimentaires. Elles les façonnent au détriment du droit à l'alimentation, à la nutrition, à la santé, au détriment du droit des petits agriculteurs, des travailleurs et des commerçants, ainsi que de l'environnement.

Un système alimentaire durable et résilient devrait placer le droit à l'alimentation au centre de ses objectifs. L'alimentation est un bien public et le droit à l'alimentation signifie que chacun a accès à la nourriture dont il a besoin chaque jour, qu'il ait ou non les moyens de l'acheter. Ce système devrait inclure la diversité alimentaire et la nutrition, ainsi que promouvoir la production et la distribution d'aliments agroécologiques par les communautés locales et les petits exploitants.

La production commerciale à grande échelle est à l'origine de dommages environnementaux importants très généralement admis : l'utilisation excessive d'eau et de produits chimiques toxiques pour l'eau, le sol, la biodiversité, et la santé. D'autres dommages environnementaux sont moins identifiés, comme les émissions de gaz à effet de serre et les dommages causés aux écosystèmes en général. Les petits agriculteurs et les agriculteurs locaux ont une empreinte écologique beaucoup plus limitée. Mais les pratiques

respectueuses de l'environnement ne bénéficient pas d'un soutien suffisant. L'agroécologie répond à toutes les dimensions du système alimentaire permettant d'adopter des pratiques de production écologiques et durables, ainsi que de mettre en place une transformation sociale et économique progressive. Il s'agit d'une réponse intégrée au changement climatique, à la perte de biodiversité, à la pollution et à la dégradation des sols et de l'eau. Elle vise le zéro déchet grâce au recyclage et à une économie circulaire.

Les terres apparemment "improductives" de l'Afrique sont maintenant considérées comme la dernière frontière pour l'agroindustrie. Pourtant, les petits agriculteurs ont des approches innovantes pour conserver l'agrobiodiversité, les semences et plus généralement ajuster leurs approches agroécologiques pour produire suffisamment de nourriture sans intrants nocifs. Mais ces approches sont encore très peu documentées.

GDS : Quelles devraient être les priorités de la recherche agricole africaine ?

Les chercheurs devraient soutenir l'agroécologie s'ils sont en accord avec la réalisation du droit à l'alimentation. Cependant, cela nécessite une compréhension systémique du rôle que joue l'agroécologie dans les systèmes sociaux, politiques, agricoles et écologiques plus larges (voir aussi article P. 16-17). Il y a amplement d'espace pour que les interconnexions entre la science occidentale et les connaissances traditionnelles tracent de nouvelles voies dans le système alimentaire, en particulier lorsque les chercheurs placent les agriculteurs au centre de la recherche, notamment les femmes et les jeunes. Les agriculteurs devraient être impliqués dans tout le cycle de vie d'un projet de recherche, y compris la définition des objectifs de recherche. Impliquer les agriculteurs dès le début aide les chercheurs à mieux comprendre le problème afin qu'ils puissent co-créditer des objectifs de recherche utiles à l'agriculteur. Établir la confiance entre les agriculteurs et les scientifiques est d'une importance capitale et travailler avec des réseaux de recherche agricole établis contribuera grandement à la compréhension scientifique des pratiques agricoles dirigées par les agriculteurs nourrissant des systèmes agroécologiques sains. ■

Propos recueillis et traduits par Emilie Langlade

EN SAVOIR PLUS :

Les 9 guides du African Centre for Biodiversity : <https://acbio.org.za>

Financer l'utilisation de données probantes pour renforcer une nouvelle culture politique

Depuis une dizaine d'années, la fondation privée américaine William et Flora Hewlett soutient les évaluations d'impact par des centres de recherche et l'institutionnalisation de l'utilisation des données dans les processus de prise de décision politique. Octroyant environ 25 millions de dollars par an à diverses structures, principalement au Ghana, au Sénégal, au Kenya, en Ouganda et à l'international, cette fondation philanthropique entend participer à l'amélioration des politiques en les fondant sur des données probantes. Entretien avec Ousseynou Ngom, chargé de programme d'équité de genre et de gouvernance à la Fondation.

Grain de sel: Quelle est la démarche de la Fondation Hewlett?

Nous sommes convaincus que les politiques fondées sur des données probantes améliorent le bien-être des populations et la confiance dans le processus d'élaboration des politiques. Plusieurs résultats de recherches prouvent cet impact des données dans les processus de prise de décisions. On a donc très tôt développé une stratégie qui cherchait à appuyer financièrement des centres de recherche ou des think tanks afin d'aider à l'instauration d'un travail de cohésion et de confiance mutuelle, pour que les décideurs politiques soient plus ouverts et plus enclins à utiliser ce type de données pour prendre leurs décisions.

Nous n'appuyons pas directement les gouvernements mais nous soutenons des intermédiaires. Ce qui nous intéresse, c'est la capacité des organisations de recherche à nouer des relations avec les décideurs pour les amener à utiliser les résultats de leurs recherches, et leur capacité à faire du plaidoyer pour

influencer les prises de décisions. Elles travaillent directement avec les gouvernements, les ministères sectoriels, les agences de statistiques, que cela soit au niveau national ou au niveau infranational. Ces organismes essaient de mettre en place un cadre, qu'il soit juridique, institutionnel, organisationnel, pour que la prise de décisions basée sur les données soit systématisée et standardisée par la loi. La prise de décisions politiques étant quelque chose de très complexe, nous n'avons pas voulu nous limiter à des thèmes ou à des secteurs spécifiques mais nous sommes focalisés sur tout ce qui est transversal. Notre objectif est que les décideurs politiques ou les gouvernements adoptent de façon systématique et automatique cette façon d'utiliser les données probantes et que cela devienne une culture politique interne viable et pérenne.

GDS: Est-ce qu'il y a des signes encourageants pour l'adoption de cette "nouvelle culture politique"?

En 10 ans, de nombreux progrès ont été réalisés. On a pu observer que la façon dont les décideurs africains voient, apprécient et utilisent les données probantes a considérablement évolué, avec un sens de l'ouverture beaucoup plus prononcé. Il y a désormais un écosystème de fournisseurs de données qui arrivent à maturité et établissent des relations de confiance plus solides avec les décideurs politiques.

Cependant, un frein persiste: c'est le manque de collaboration et d'interopérabilité dans les ministères et agences gouvernementales. Les données, les résultats de recherche sont source de pouvoir. Au sein d'un même ministère, vous trouverez plusieurs directions ou divisions qui ne veulent pas entendre parler du mot collaboration ou échange de données. C'est la raison pour laquelle il est très rare de

voir un certain niveau d'interopérabilité entre les systèmes de données d'un même ministère, ou entre des ministères ou des agences du même gouvernement.

L'autre frein, c'est l'hyperpolitisation de certaines fonctions techniques. Il y a eu beaucoup de cas de manipulations des données sous pression des décideurs politiques dans des pays où nous intervenons. À travers nos partenaires, nous essayons de faire comprendre qu'on n'est plus dans une ère où les décisions politiques peuvent être orientées uniquement par de la politique politicienne, par du clientélisme politique, mais plutôt par une connaissance fondée sur les réalités auxquelles on est censé apporter des solutions. Il y a aujourd'hui beaucoup plus de demandes de redevabilité, de participation, et de plaidoyers pour la lutte contre la corruption.

Le sous-investissement chronique dans les systèmes statistiques nationaux et les infrastructures de données limite également l'accès, et empêche l'utilisation régulière des données et des résultats de recherche par les décideurs politiques, à l'exception notable de certains secteurs tels que la santé et la finance.

GDS: Votre stratégie 2024 promeut l'utilisation cohérente et responsable d'éléments probants venant de la recherche inclusive, c'est-à-dire?

On parle de données et de résultats de recherche inclusifs, dans le sens où on voudrait être ouvert à tous les types de données, particulièrement celles qu'on appelle "les données citoyennes". Il y a aussi l'intelligence artificielle qui aide à produire des données et des résultats de recherches. Le changement majeur de notre stratégie, c'est cette volonté d'investir dans la décolonisation et la localisation de l'aide au développement.



"Le changement majeur de notre stratégie, c'est cette volonté d'investir dans la décolonisation et la localisation de l'aide au développement", explique Ousseynou Ngom, de la Fondation Hewlett.

Cela fait des décennies que les idées et les ressources viennent des pays du Nord pour être appliquées dans les pays du Sud sans que cela n'ait donné d'impact significatif. Les communautés locales et les pays du Sud ont suffisamment de connaissances sur leurs problématiques, ont suffisamment d'idées sur les solutions cohérentes à leurs problèmes: il faut les soutenir directement. Nous voulons augmenter notre soutien aux organisations africaines, à la société civile, aux think tanks, aux universités du continent, pour fournir des données et des éléments probants qui reflètent le mieux le contexte local et les voix des communautés.

Ces organisations ont besoin de beaucoup plus de ressources pour un appui institutionnel à long terme. Cependant, nous ne sommes pas un grand bailleur. Chaque année, pour financer spécifiquement la prise de décision orientée par les données probantes, nous avons un portefeuille d'environ 25 millions de dollars, alors que le besoin de financement est colossal.

Il est également important que les données soient utilisées de manière responsable, surtout par rapport aux préoccupations relatives à la confidentialité des données et à

"TOUT DÉPENDRA DE LA CAPACITÉ DE LA SCIENCE ET DE LA POLITIQUE À TRAVAILLER ENSEMBLE DE MANIÈRE EFFICACE, TRANSPARENTE, ÉTHIQUE ET ORIENTÉE VERS L'IMPACT."

la désinformation. Nous avons l'intention de promouvoir une gouvernance efficace des données - par exemple, en équilibrant de manière appropriée la valeur des données et des résultats de recherche pour l'élaboration des politiques d'une part, et la nécessité de protéger les droits et la vie privée des individus d'autre part.

GDS: Comment voyez-vous l'avenir de la collaboration entre science et politique?

L'avenir de la collaboration entre la science et la politique semble de plus en plus crucial, notamment face aux défis mondiaux comme le changement climatique, les pandémies, et les inégalités sociales. Cette collaboration devra être renforcée pour garantir que les décisions politiques soient bien informées par des preuves scientifiques solides. Cela dépendra de la capacité des deux domaines

à travailler ensemble de manière efficace, transparente, éthique et orientée vers l'impact, avec un objectif commun de résoudre les problèmes sociétaux les plus urgents. On aimerait favoriser la mise en réseau de tous nos partenaires, au-delà des thématiques, au-delà des problématiques, pour qu'ils puissent partager leurs expériences au-delà des frontières, pour qu'ils puissent peser au niveau régional et sous-régional. Ce qui est porteur d'espoir dans ce modèle, c'est qu'il y a une sorte de mimétisme. Si quelque chose marche bien dans un pays, dans la sous-région ou dans une autre sous-région, cela a tendance à être adopté par d'autres pays via des institutions régionales ou sous-régionales. C'est un angle que nous essayons d'encourager. ■

Propos recueillis par Emilie Langlade

L'aide au développement dans l'agriculture sénégalaise : entre succès et défis

L'agriculture est un pilier central de l'économie sénégalaise, soutenue par des politiques agricoles telles que le Plan Sénégal Émergent (PSE) et des programmes spécifiques, à l'image du PRACAS, qui visent à assurer l'autosuffisance alimentaire et à booster la productivité. Le secteur dépend, toutefois, d'une aide au développement significative. Avec quelle efficacité?

Selon la FAO, le montant de l'aide au développement consacrée à l'agriculture a augmenté de façon notable, au cours des dernières années en Afrique subsaharienne, passant de 3,9 milliards de dollars en 2002 à 10,2 milliards de dollars en 2018. Cependant, l'efficacité de cette aide doit être évaluée. En 2012, au Sénégal, 70 % des dépenses agricoles de l'État étaient financées par les partenaires au développement. Selon les principes arrêtés à Busan (Corée du Sud) en 2011, l'efficacité de ces aides dépend largement de l'appropriation nationale, de l'alignement sur les politiques, systèmes et procédures des États, de la focalisation sur les résultats, des partenariats inclusifs, et de la transparence.

En dépit de ces principes, les résultats obtenus dans le secteur agricole sont mitigés. D'un côté, des progrès significatifs ont été réalisés dans la production céréalière et horticole, grâce à des investissements massifs et à l'engagement des partenaires au développement. Par exemple, la production de riz a augmenté de 174 % entre 2014 et 2021.

Mais plusieurs défis persistent. Le manque d'appropriation des projets par les acteurs locaux, souvent dictés par les agendas des partenaires, limite la durabilité des résultats. De plus, les processus de revue conjointe, bien que pertinents, ont perdu en efficacité, ces dernières années, en raison de l'absence de suivi et de l'engagement décroissant des parties prenantes.

La capacité institutionnelle du ministère de l'Agriculture demeure un obstacle majeur. La fragmentation des acteurs et la faiblesse des systèmes de coordination réduisent l'impact des initiatives d'aide. De même, la gouvernance reste un point faible, particulièrement dans la gestion des subventions agricoles, où le manque de transparence nuit aux petits producteurs.

L'efficacité de l'aide au développement dans l'agriculture sénégalaise dépend d'une meilleure application des principes de Busan. Pour maximiser l'impact des interventions, il est crucial de renforcer l'appropriation nationale, d'améliorer la coordination entre les acteurs, et de garantir la transparence dans la gestion des ressources. Sans ces améliorations, les efforts pour transformer l'agriculture sénégalaise et, de manière générale, les systèmes alimentaires risquent de rester partiels et temporaires.

EN SAVOIR PLUS :

Cet article est issu du rapport - Exploring "Development Effectiveness" at the Sectoral Level in Southern Countries. Chapitre 7 : Case of crop production sector in Senegal réalisé par Ipar, co-signé par Ibrahim Hathie, Ndiaya Cissé, Ahmadou Ly, Laure Tall and Alassane Seck (2022).



L'équipe audiovisuelle en action durant la mission exploratoire du projet ARTS, donnant la parole aux agriculteur-ices de Bignona au sud du Sénégal.

L'agroécologie, **une science qui relie**

Comment la recherche doit-elle évoluer pour mieux participer à la transformation des systèmes et des régimes alimentaires ? En quoi l'agroécologie nourrit-elle ces réflexions ? Soulignant les limites des sciences agronomiques conventionnelles, l'auteur propose différentes manières d'élaborer les savoirs, qui ne se limitent pas aux approches scientifiques conventionnelles mais incluent également les savoirs locaux, les perspectives des sciences sociales, et même les approches artistiques pour adopter une vision plus large et plus inclusive des problématiques étudiées.

L'épistémologue français Edgar Morin qualifiait la crise du monde contemporain de "crise de la reliance". Partant d'une volonté de découper le monde pour mieux le contrôler, les sciences modernes ont contribué à faire oublier les liens entre certaines composantes nécessaires à la vie. L'état actuel de nos systèmes alimentaires illustre bien cette déconnexion à de nombreux niveaux. Elle s'opère aussi bien au niveau des espaces productifs, par une séparation artificielle entre les dynamiques productives et les écosystèmes, qu'au niveau de réseaux alimentaires, où producteur-ices et consommateur-ices ne se rencontrent plus. L'agroécologie, conçue à la fois comme un ensemble de pratiques, une science et un mouvement social vise à réconcilier ces entités par un dialogue entre diverses formes de savoirs et l'action. Les premiers travaux ont montré que les espaces de production ne peuvent pas être déconnectés des écosystèmes et qu'il valait mieux comprendre, imiter et accompagner leurs dynamiques. Cette logique de reconnexion au vivant s'est progressivement étendue au système socio-économique, faisant de l'agroécologie une approche holistique, transdisciplinaire et engagée.

Adoptée par un nombre croissant d'organisations en Afrique de l'Ouest, l'agroécologie est

en train d'influencer des milieux de recherche très diversifiés, et on peut présager qu'un changement de paradigme est en cours. Ce changement nécessite en premier lieu de créer des passerelles entre la recherche scientifique et les autres milieux de production des connaissances, permettant de combiner la pluralité des savoirs et les échelles d'action.

Vers un dialogue des savoirs

Le registre de connaissance sur les systèmes alimentaires a longtemps été limité au savoir agronomique, mettant l'accent sur la productivité et les rendements techniques. Cette focalisation a causé beaucoup de dommages, transformant le savoir en une activité nuisible pour le vivant. L'écoféminisme a mis en lumière le parallèle entre la violence faite à la terre et celle subie par les femmes, ainsi qu'aux conditions de reproduction de la vie, par un savoir majoritairement masculin, occidental-centré et essentiellement tourné vers le progrès technique. Cette perspective souligne l'importance d'intégrer d'autres épistémologies combinant des savoirs pluriels dans la recherche sur les systèmes alimentaires. Cela inclut les savoirs vernaculaires ou paysans, les savoirs émotionnels, pratiques et même la spiritualité. Ces formes de savoir ont longtemps été préservées par les sociétés africaines. Par exemple, chez les Diola de

Casamance, des sites naturels sacrés sont reconnus comme patrimoine culturel avec des fonctions de conservation et de gestion durable des ressources.

L'art joue également un rôle essentiel dans ce dialogue des savoirs. Il a le potentiel de faire parler et de façonner les imaginaires, influençant ainsi les pratiques alimentaires. Il peut créer et transmettre de nouveaux récits, influençant les imaginaires collectifs pour des transformations profondes. Au Sénégal, le projet Agroécologie pour la Résilience des Territoires au Sénégal (ARTS) utilise des méthodes créatives comme le théâtre forum et la vidéo participative pour donner la parole aux acteur-ices des territoires et tenter de changer les imaginaires nationaux sur l'agriculture.

De la parcelle au système alimentaire : relier les échelles au pouvoir

La recherche sur les systèmes alimentaires est maintenant sortie du cadre strict de la parcelle agricole pour aborder des objets multi-dimensionnels à des échelles diverses. Dès les années 80, les travaux d'écologie politique soutenaient que la dégradation des sols pouvait être liée à des causes politiques et socio-économiques plutôt qu'à des pratiques agricoles locales, souvent injustement blâ-

mées. Une approche multi-échelles permet à la fois de comprendre les facteurs de dégradation mais aussi de réfléchir aux potentiels leviers de transformation tels que le renforcement de certaines filières, la gouvernance intégrée des ressources naturelles ou les motivations psycho-sociales à l'adoption de pratiques écologiques.

Les sciences sociales et les humanités environnementales sont essentielles pour étudier les conditions menant à une "transition juste". Elles permettent de faire émerger la diversité des perspectives des acteurs, d'analyser les rapports de pouvoir et de rendre compte quels peuvent être les gagnants et les perdants lors de ces processus.

Des régimes aux niches de transformation

Pour mieux comprendre les facteurs systémiques de changement, certains se réfèrent au concept de "régimes socio-techniques", définis comme des systèmes relativement stables et interconnectés de pratiques, de technologies, de normes et d'institutions qui structurent les activités et les comportements au sein d'une société. Le changement émerge alors des "niches de transformation", sortes de laboratoires sociaux où l'innovation apparaît et où les acteurs se mobilisent pour les faire accepter au reste de la société.

Au Sénégal, par exemple, la "niche agroécologique" est traversée par de nombreuses ressources intellectuelles, humaines, financières et même normatives. Cette niche est orientée par la Dynamique pour la Transition Agroécologique au Sénégal (DyTAES). Depuis 2019, la DyTAES œuvre pour recueillir les idées des acteurs des territoires et faire des propositions politiques innovantes (voir la double page suivante). Une meilleure intégration des organisations paysannes dans cette niche serait toutefois souhaitable pour mieux ancrer les dynamiques de changement dans les réseaux locaux.

Une recherche engagée vers le changement

Encourager la recherche engagée, consciente de ses positions, est essentiel pour promouvoir des transformations justes et soutenables qui prennent soin de la vie et des conditions de reproduction. Assumer sa "positionnalité" – c'est-à-dire une prise de conscience de ses propres positions et identités sociales – est

salutaire. C'est dans cette logique d'ouverture et d'humilité que la recherche-action s'inspire de l'expérience et des savoirs de celles et ceux qui travaillent au quotidien à faire émerger des modèles alternatifs pour les mettre en perspective.

L'agroécologie, en tant que mouvement social, s'inscrit dans des courants qui défendent des positions marquées en faveur de la souveraineté alimentaire, de l'autonomisation des territoires, de la promotion des semences paysannes et de la répartition équitable des ressources productives dans une démarche de gestion soutenable (eau, terre, forêt, culture, etc.). Ces positions témoignent d'un engagement fort envers des pratiques agricoles qui respectent et valorisent la diversité des savoirs locaux et des écosystèmes. Elles conduisent à penser les systèmes alimentaires comme des communs hybrides qui combinent aussi bien des ressources physiques (eau, sol, biomasse, etc.) que des ressources immatérielles telles que la culture, l'organisation du travail, les institutions, les pratiques quotidiennes et qui nécessitent d'être valorisées et protégées.

La transdisciplinarité en action

Depuis quelques années, la recherche s'est dotée de nouveaux protocoles pour faciliter les connexions avec l'action transformative. Les approches transdisciplinaires, impliquant des entités non académiques, se multiplient pour co-construire des solutions durables et innovantes. Des programmes comme le R4D et le SOR4D développés par une collaboration entre le Fonds National Suisse de la Recherche (FNS) et la Coopération Suisse (DDC) mettent l'accent sur les aspects transformatifs de la recherche. Ces programmes encouragent la collaboration et la co-construction entre la recherche, les politiques et les dynamiques locales pour générer des solutions pratiques et intégrées aux contextes. L'approche par les "living labs" monte aussi en puissance. Elle incite les acteur·ices des territoires à produire leurs propres savoirs dans l'action pour développer des solutions innovantes à des échelles plus adaptées sur le long terme. De plus en plus de programmes de recherche s'insèrent dans ces dynamiques existantes comme des "animateurs de changement" pour aménager des espaces où les acteur·ices peuvent exprimer et partager leurs expériences.

CREATES, le partage des savoirs et innovations au service des transformations socio-écologiques

Basé à 80 km au sud de Dakar, le Centre de Recherche, Enseignement et Action sur les Transformations Écologiques et Sociales (CREATES) est une initiative pionnière qui promeut la réconciliation entre recherche et action au cœur des territoires en mutation. CREATES fonctionne comme un réseau de chercheur·euses et d'acteur·ices engagé·es dans la co-construction de solutions concrètes dans divers domaines tels que la résilience des systèmes alimentaires, l'économie sociale et solidaire, les énergies renouvelables ou l'écohabitat.

Pour plus d'information : <https://creates.ngo/>

Dans son souci de relier les éléments du vivant, l'agroécologie donne une impulsion salvatrice à la manière dont la production des connaissances se pense elle-même. De plus en plus de collaborations entre chercheur·euses, décideur·euses politiques et acteur·ices des territoires se construisent pour générer des solutions soutenables écologiquement et socialement. En encourageant l'articulation entre les échelles, la prise en compte des rapports de pouvoir et la co-construction des connaissances, ces programmes favorisent une compréhension systémique des enjeux selon des perspectives plus larges, répondant ainsi aux défis globaux de manière plus juste et mieux intégrée. ■

Patrick Bottazzi



Socio-anthropologue, chercheur à l'Institut de Géographie de l'Université de Berne (Suisse) et co-directeur du Centre de Recherche, d'Enseignement et d'Action sur les Transformations Écologiques et Sociales (CREATES-Sénégal).

EN SAVOIR PLUS :

Beyond motivations : A framework unraveling the systemic barriers to organic farming adoption in northern Senegal. *Journal of Rural Studies*, 2023.

The agroecological transition in Senegal : transnational links and uneven empowerment. *Agriculture and Human Values*, 2021.

Political Agroecology in Senegal: Historicity and Repertoires of Collective Actions of an Emerging Social Movement. *Sustainability*, 2021.

The Solution-oriented Research for Development (SOR4D) : <https://www.sor4d.ch/en>

CE CHANGEMENT DE PARADIGME NECESSITE DE CRÉER
DES PASSERELLES ENTRE LA RECHERCHE SCIENTIFIQUE ET LES
AUTRES MILIEUX DE PRODUCTION DES CONNAISSANCES.



Échanges avec les agropasteurs de Linguère sur les enjeux de la transition agroécologique lors du passage de la caravane DyTAES. En utilisant les outils d'intelligence collective, les DyTAELs s'ancrent dans les territoires pour partager et discuter des résultats de recherches et alimenter le plaidoyer local pour des pratiques agroécologiques.

© Raphaël Belmin, Cirad

La force des alliances locales pour co-construire des politiques alimentaires autour de l'agroécologie

Depuis 2019, des organisations de la société civile sénégalaise, des instituts de recherche et de formation, des élus, des entreprises privées et des institutions étatiques œuvrent ensemble pour promouvoir des systèmes alimentaires durables à travers l'agroécologie sous une bannière commune intitulée la Dynamique pour une Transition Agroécologique au Sénégal (DyTAES). En engageant une collaboration multisectorielle et pluridisciplinaire, ces acteurs démontrent comment co-construire des politiques alimentaires locales.

Les déficits de mise en cohérence des politiques agricoles, commerciales et industrielles, combinés au caractère extraverti des habitudes de consommation des populations sénégalaises ont incité la DyTAES à une réflexion sur les priorités en matière de formulation de politiques alimentaires durables, afin de réaliser sa vision d'une sécurité et d'une souveraineté alimentaire pour le Sénégal d'ici 2063. De manière concertée avec les acteurs territoriaux (semenciers, producteurs, transformateurs, distributeurs, consommateurs, gestionnaires de déchets), des diagnostics sont effectués, soit à l'échelle départementale ou à l'échelle communale, afin d'identifier les défis liés à l'alimentation en vue d'y apporter des solutions consensuelles basées sur plusieurs approches.

La force de la recherche appliquée au terrain

Depuis 2021, le réseau a ainsi initié un processus de territorialisation de l'agroécologie, donnant naissance à des Dynamiques pour une Transition Agroécologique Locale

(DyTAEL). Ces plateformes DyTAEL servent de lieux de dialogue multi-acteurs, de planification territoriale, d'expérimentation et de synergie entre les initiatives agroécologiques et les acteurs locaux. À ce jour, neuf DyTAELs ont été créées, couvrant les six zones agroécologiques du pays. Face à la lenteur des réformes politiques, ces plateformes locales démontrent la faisabilité de la transition agroécologique à l'échelle territoriale, produisant des preuves scientifiques adaptées localement pour enrichir le dialogue multi-acteurs à tous les niveaux. L'approche DyTAEL mise donc sur la collaboration entre chercheurs, société civile, autorités locales et secteur privé pour encourager la co-construction de solutions adaptées.

Faire évoluer les politiques durablement

Dans la zone de Tambacounda, les membres de la DyTAEL sont pleinement impliqués dans un projet de recherche participative: FAIR-Sahel. Réunissant l'Isra, Enda Pronat, le Cirad et AVSF, l'initiative FAIR a permis au cours de

ces 3 dernières années de réaliser une cartographie des acteurs et d'expérimenter au niveau local des systèmes innovants d'intensification agroécologique. Les résultats de recherches sont partagés, discutés et amendés chaque année par l'ensemble des acteurs et alimentent le plaidoyer local envers les préfets et maires du département afin de sensibiliser les autorités locales à l'urgence de revoir les systèmes alimentaires.

Dans le département de Fatick, la DyTAEL a accompagné en juin 2024 les décideurs et les acteurs du secteur agro-sylvo-pastoral et halieutique à l'élaboration et la mise en œuvre de politiques publiques pour la réussite de la transition agroécologique. La DyTAEL a ainsi organisé des forums de sensibilisation à l'échelle de sept communes du département: Niakhar, Patar, Diarrère, Diouroup, Tattaguine, Djilass et Ngayokhème. Ces rencontres ont permis d'échanger avec les populations autour de la vision à l'horizon 2035, en évoquant la résilience du territoire par la mise en œuvre des stratégies d'adoption de

Les cantines sénégalaises, lieu d'expérimentation de nouveaux systèmes alimentaires

Dans le cadre de la mise en œuvre des programmes et projets de promotion de l'alimentation scolaire basée sur la production locale, Cicodev travaille en synergie avec des partenaires autour du plaidoyer en faveur de la pérennisation et du financement des cantines. Des actions de plaidoyer sont ainsi organisées à plusieurs niveaux et promeuvent l'alimentation scolaire approvisionnée en produits locaux et/ou issus de la production agroécologique.

La cantine, en plus d'être un outil de protection sociale, joue également un rôle crucial dans la promotion de la souveraineté alimentaire au niveau local (voir aussi page 32). Elle permet de booster l'économie locale à travers un approvisionnement régulier (en quantité et en qualité) en produits locaux. Un modèle durable de pérennisation et de financement des cantines scolaires implique les décideurs locaux, les producteurs, les femmes transformatrices, les chercheurs et les consommateurs en tant que parties prenantes du processus. Ce modèle est particulièrement important au niveau territorial, car tous les acteurs de chaque maillon du système alimentaire bénéficient des retombées de cette transformation grâce aux contrats établis.

En plus des cantines scolaires, l'adoption d'une bonne alimentation implique également le vote d'une loi spécifique aux cantines, un financement adéquat, une sensibilisation et une éducation alimentaire et nutritionnelle pour tous. C'est pourquoi Cicodev mène plusieurs campagnes de communication pour promouvoir une alimentation saine, locale et nutritive, soutient l'introduction de l'éducation alimentaire et nutritionnelle dans les enseignements scolaires dès le bas âge, et diffuse des messages à cet effet.

La production et la diffusion de directives nutritionnelles, la réglementation de la commercialisation des aliments vendus aux abords des écoles pour une consommation plus responsable ainsi que le renforcement de la visibilité des produits issus de l'agroécologie dans les marchés territoriaux sont aussi des stratégies indispensables.

l'agroécologie, et la façon dont construire avec les acteurs un territoire agroécologique en présentant les questions des intrants agricoles, de la fertilisation du sol, de la gestion de l'eau et du système alimentaire adaptées au contexte du département.

Un des succès est la présence massive des populations et leur adhésion aux principes et visions de la DyTAEL. Plusieurs acquis ont été notés, comme l'existence de conventions locales pour une gestion rationnelle des ressources naturelles dans certaines communes; l'intervention de plusieurs partenaires dans la promotion de l'agroécologie; une bonne prise de conscience des producteurs sur les effets négatifs des intrants chimiques et la nécessité d'intégrer les bonnes pratiques agroécologiques; la promotion du consommer local à travers différents forums.

Parmi les recommandations fortes formulées, on peut noter la création d'unités de productions de compostage par commune pour une bonne promotion de l'agroécologie; la valorisation des produits agroécologiques par la création de magasins de stockage dans chaque commune; des renforcements de capacités en production de bouillons locaux; la valorisation du consommé local avec les Produits d'Intérêt Territoriaux; une bonne intégration de l'arbre et de l'élevage dans l'agriculture pour mieux préserver les ressources productives et atteindre la sécurité alimentaire.

À un autre niveau, les DyTAELs organisent également des caravanes, des émissions radio et télévisées pour sensibiliser le grand public à leurs missions et renforcer la participation citoyenne, afin d'appuyer le mouvement

social en faveur de transformations durables des systèmes alimentaires. La démarche, notamment encadrée par l'Institut Panafricain pour la Citoyenneté, les Consommateurs et le Développement (Cicodev Afrique) et d'autres partenaires dans les départements de Rufisque, Kaolack et Tambacounda permet de mettre en place des instances d'échange et de collaboration via les "Dialogues Cicodev".

Ce travail des DyTAELs alimente in fine le plaidoyer national de la DyTAES. Ces alliances tracent la voie vers un avenir agroécologique au Sénégal, prouvant que des systèmes alimentaires durables et résilients sont à portée de main. ■



Caravane 2022, visite d'une exploitation par les acteurs de la DyTAES à Thiès.

Absa Mbodj



Responsable agroécologie
au sein de Enda Pronat, DyTAES
dytaes2020@gmail.com

Khady Thiané Ndoye



Chargée de Programme Accès durable à une
Alimentation Saine et Nutritive
Institut Panafricain pour la Citoyenneté, les
Consommateurs et le Développement (CICODEV)
khady.ndoye@cicodev.org

Trouver la bonne recette pour moins de blé importé et plus de farines locales

Fin 2019, le gouvernement togolais décide l'incorporation obligatoire de 15 % à 20 % de cultures locales (sorgho, soja, manioc) dans le pain et produits similaires afin d'inciter à sortir de la dépendance au blé importé. En 1964, la FAO lançait déjà un vaste programme de valorisation des céréales locales en Afrique. Depuis, les recherches se sont multipliées pour incorporer des farines locales dans la fabrication du pain (le BROCI, un mélange blé-mais en Côte d'Ivoire, le pain sorgho-blé au Niger, le pain blé-mil au Sénégal). Ces expériences ont montré qu'il était difficile de convaincre transformatrices et consommateurs. Les chercheurs du Togo ont donc axé leurs travaux sur le taux d'acceptation de ces nouvelles farines. Mais le changement des pratiques pour une mise à l'échelle se heurte à certains obstacles.

Le Togo ne produit pas de blé et en importe chaque année un peu plus : 187760 tonnes en 2023 (20 % de plus qu'en 2022, 130 % de plus qu'en 2019). Le pain est un aliment populaire: la baguette des boulangeries dites "modernes", disponible pour la plupart à Lomé et dans les grandes villes du pays, et le pain dit "traditionnel", un pain de mie cuit dans les fours en argile. On dénombre plus de deux mille boulangeries traditionnelles, petites et moyennes entreprises, dirigées à 95 % par des femmes, dans les grandes villes comme dans les petits villages.

La panification de céréales locales, mission de l'Itra

La production des farines de hautes qualités dites "panifiables", à base de céréales, a été réalisée à l'Institut togolais de recherche agronomique (Itra). Depuis 1994, l'Institut travaille sur la valorisation des produits locaux et a développé des farines hautes qualités de maïs, sorgho et soja qui ont été incorporées aux biscuits et autres produits de pâtisserie. En 2011, la farine haute qualité

de manioc a été mise au point et les essais d'incorporation au pain et autres produits ont fait l'objet d'essais en différents taux, allant de 5 % à 100 %.

Ces nouvelles techniques de panification ont un double avantage. Les farines de céréales, de légumineuses et de tubercules locales sont nutritivement plus riches que le blé, et représentent un atout réel pour lutter contre la malnutrition. Elles peuvent aussi réduire les importations, donc favoriser la création de revenus à l'intérieur du pays et appuyer le développement de différentes chaînes de valeur.

La première étape dans la vulgarisation de la production du pain à base de farines locales a été l'organisation de tests d'acceptabilité des pains de sorgho et de soja dans deux régions du nord du Togo (Kara et Savanes) et dans la région maritime. D'après ces tests, l'acceptation du pain au sorgho diminue au fur et à mesure que la quantité du sorgho augmente dans la composition. Le taux de substitution ne devrait pas dépasser les 20 %. Le phéno-

mène inverse s'observe avec le pain au soja. Plus la quantité de farine de soja dans la composition augmente, plus le pain au soja est accepté par les personnes enquêtées. La teneur de cette farine en matières grasses et en protéines ne serait pas étrangère à cette préférence. Les taux de substitution jusqu'à 30 % (voire au-delà) sont donc recommandables pour la farine de soja. C'est sur la base de ces résultats que le gouvernement togolais a promu la fabrication de pain local avec un taux d'incorporation minimum de 15 %.

Au-delà de l'innovation, comment impliquer toute la chaîne de valeur ?

Au Togo, la filière pose certes des défis, mais les succès sont tangibles, notamment en impliquant les acteurs institutionnels. Huit directions de différents ministères (Agriculture, Formation professionnelle, Commerce, Santé...) interviennent dans la gestion des boulangeries, en plus de divers acteurs privés (les grands moulins, les importateurs d'ingrédients...). Pour intégrer l'innovation des farines hautes qualités dans la chaîne de valeur, il était essentiel d'impliquer et de bien connaître ces acteurs, leurs rôles et leurs motivations. Commencé en octobre 2015, le projet de développement de la chaîne de valeur du pain local au Togo a été mis en œuvre par l'Organisation pour l'alimentation et le développement local (Oadel), une ONG togolaise active dans le domaine du droit à l'alimentation et la sécurité alimentaire et nutritionnelle par le biais de la promotion de la consommation locale. L'objectif principal a été de mettre en relation d'affaires les boulangeries traditionnelles faisant du pain de mie avec des coopératives de production de farines panifiables locales.

Les valeurs nutritives des farines locales

La farine de manioc, riche en amidon, magnésium et fibres, est aussi connue pour être une source de glucides complexes. Sa finesse et sa blancheur permet de l'utiliser comme agent épaississant ou liant en pâtisserie.

La farine de soja, avec 460 kcal pour 100 g, est un aliment très calorique, qui constitue une source de glucides, de lipides, de protéines et de fibres. Il fait partie des aliments les plus riches en vitamine B9, en cuivre, en protéines, en potassium, et en polyols. Son index glycémique de 25 est bas et cet aliment ne contient pas de gluten.

La farine de sorgho apporte de l'amidon, des protéines et des fibres alimentaires qui contribuent à la satiété. Il est également riche en minéraux tels que le fer, le calcium et le phosphore.



Formation des boulangères dans la ville de Tsévié au Togo en production de pain local à base des farines panifiables locales, octobre 2022.

PHOTO OADEL

Ces coopératives, à partir du contrat de vente des farines avec les professionnels de la boulangerie, se sont engagées dans un contrat d'achat du sorgho, du soja grain et du manioc auprès de petits agriculteurs. Les boulangères et boulangers, les formatrices de farines et les agriculteurs ont aussi été mis en relation avec des acteurs institutionnels et privés pour favoriser leur accès à des services pour le développement de leurs activités. Le projet a été financé par l'ONG suisse Brücke Le Pont et co-financé par Pain pour le Monde et l'association ASW, toutes deux basées en Allemagne.

Cette démarche a permis d'augmenter le revenu des professionnels de la boulangerie, des productrices des farines, des producteurs de sorgho et de soja et de nombreux petits fournisseurs de services et de produits de la chaîne de valeurs du pain local, pour un total de quatre mille personnes.

Les avancées du projet "pain local au Togo"

Oadel a également réussi à faire travailler plusieurs acteurs institutionnels avec de bons résultats: mise en place d'un curriculum de formation au métier de producteur professionnel de pain de mie aux farines locales; publication de guides d'apprentissage du métier de producteur professionnel de pain de mie aux farines locales; diffusion de livrets de formation sur la production des pains à base de manioc, de soja et de sorgho. Côté politique, des mesures significatives ont été adoptées: arrêté interministériel interdisant l'importation, la commercialisation et l'utilisation du bromate de potassium en boulangerie (le bromate de potassium étant un produit cancérigène) et la mise en place par la direction de l'Hygiène publique d'un

système d'inspection des boulangeries pour le respect des bonnes pratiques d'hygiène. Soixante inspecteurs dans les six régions économiques du Togo ont également été formés pour contrôler et inspecter les boulangeries et leur délivrer des certificats d'hygiène, tout comme 24 experts-formateurs en production de pain local qui ont, à leur tour, formé plus de 600 professionnels sur la production de pain local. Mais malgré ces succès, beaucoup de consommateurs ne trouvent pas le pain local sur le marché.

Les défis d'une plus grande disponibilité du pain local

En premier lieu, nombre de boulangères et boulangers sont réticents à produire le pain local à cause de la cherté des farines locales (550 F CFA à 700 F CFA, voire 1500 F CFA le kg) comparée à la farine de blé (520 F CFA à 600 F CFA le kg). Ensuite, cette farine panifiable locale n'est pas largement distribuée contrairement aux farines de blé, à cause de la faible capacité financière des coopératives pour obtenir des distributeurs. Elle est donc difficilement accessible aux professionnels de la boulangerie. Cette production du pain local est également plus exigeante: mesures précises pour les ingrédients et les taux de farine, surveillance accrue de la levée des pâtons en fonction de la température ambiante (car les boulangeries traditionnelles ne disposent pas de chambre froide). Toutes ces tâches supplémentaires sont un surplus de travail. Il faudrait, pour lever ces freins, trouver des mesures incitatives, comme les commandes publiques ou la subvention des farines.

En termes de commercialisation, les retours recueillis par Oadel sont contradictoires: certaines boulangères se plaignent de la mévente du pain local par rapport au pain

de blé, alors que celles qui ont accès à des marchés institutionnels (camps militaires, cantines des écoles, cafétérias...) s'en sortent bien. De leur côté, nombre de consommateurs se plaignent de ne pas trouver les pains locaux sur le marché alors qu'il est plébiscité. Certains encouragent même à augmenter le taux de farines locales dans le pain, mais l'indisponibilité du pain local sur le marché ne permet pas sa grande consommation.

On comprend donc qu'au-delà de la solution des farines locales développées par l'Itra, la difficulté d'application au Togo réside encore dans le coût de ces farines et l'adhésion des pratiques par les boulangers et des boulangères. Une piste pourrait être de subventionner les farines panifiables locales, tout comme le gouvernement subventionne déjà la farine de blé. Il faudrait ensuite soutenir le développement d'un circuit de distribution des farines locales, passer à échelle dans la formation des professionnels de la boulangerie en pain local en mettant en avant les qualités organoleptiques de ce pain composé. ■

Tata Yawo Ametoenyenu



Directeur exécutif de l'OADEL, l'Organisation pour l'alimentation et le développement local.
tata.ametoenyenu@oadel-togo.org

Martin Kokou AZIATO

Chercheur et chef programme analyses physicochimiques et responsable technique à l'Institut Togolais de Recherche Agronomique.
aziatokokou@gmail.com

Pain composé : réunir la recherche agroalimentaire et les décideurs au sein de plateformes d'actions

Au Sénégal, huit millions de baguettes de pain sont produites chaque jour à partir de farine de blé totalement importée, d'après la Fédération nationale des boulangers (FNBS). Les initiatives d'incorporation des céréales locales (pamblé, pain riche, pain doolé) n'ont pour l'instant pas produit les effets escomptés. Le Bureau d'analyses macroéconomiques de l'Institut sénégalais de recherches agricoles (ISRA-BAME) a initié une étude sur les contraintes à l'incorporation des céréales locales dans la fabrication du pain afin d'ouvrir des pistes d'actions aux différents décideurs (politiques publiques, acteurs privés, consommateurs, ...).

Cette étude a été menée sur un échantillon de 40 boulangeries dont 22 qui incorporent les céréales locales dans leur production de pain dans cinq régions (Dakar, Thiès, Saint-Louis, Fatick et Kaffrine) entre février et mars 2023. La plupart des boulangers et boulangères estiment que la farine fournie par les ateliers de mouture et les entreprises semi-industrielles ne respecte pas les normes requises, contrairement à celle produite par les industriels. Ces entreprises utiliseraient des grains "tout-venant", des équipements inadaptés (moulins à marteaux), et pratiquent une mouture humide. Ces conditions ne permettent pas d'obtenir une farine homogène à granulométrie assimilable à celle de la farine de blé.

Comme au Togo, au Sénégal les prix des farines locales (631 F CFA mil et 572 F CFA maïs) sont largement supérieurs au prix de la farine de blé (384 F CFA en 2023) en raison de la distorsion fiscale (exonération de TVA sur le blé) ainsi que des distorsions structurelles des filières des céréales locales (offre insuffisante, prix fluctuant, faible coordination entre les acteurs, ...). En outre, la taille réduite du marché des pains composés rend peu attractive sa production, occasionnant des abandons et des réticences de certains professionnels. Par ailleurs, la faible demande en pain composé s'explique en par-

tie par son format différent de celui du pain blanc qui le rend "inadapté" à la consommation des familles sénégalaises habituées à la baguette française.

Des boulangers faiblement accompagnés malgré les annonces

La moitié des boulangers incorporant les céréales locales n'ont pas reçu une formation adéquate aux techniques de panification à base de farines composites. Ainsi, la plupart d'entre eux sont dans l'incapacité de déterminer leur taux d'incorporation. Malgré les orientations fortes de soutien à la production locale renouvelées par des ambitions de souveraineté, les mesures d'accompagnement technique (formation) comme les dispositions institutionnelles tardent à se concrétiser. Les mesures d'incitations restent faibles, en atteste le manque d'application du décret 79-665 bis rendant obligatoire l'incorporation de 15 % de mil, qui est désormais "caduque". Le Bureau opérationnel de suivi du Plan Sénégal Émergent (PSE) a initié en 2022 un processus impliquant tous les acteurs de la filière, qui a abouti à la rédaction d'un projet de décret nouveau défendu par la fédération des boulangers.

Des pistes d'actions envisageables

Pour surmonter ces défis, trois grandes mesures s'imposent : les acteurs sont unanimes

sur la nécessité d'instituer une plateforme d'actions impliquant la recherche agroalimentaire et les décideurs (ISRA, ITA, meuniers, boulangers, État, transformateurs, producteurs agricoles). Il faudrait également se concentrer sur la question de la matière première : disposer d'une farine composite aux normes ; la mise à niveau des professionnels du pain et la modernisation et adaptation des équipements est nécessaire. Un programme national de production de pains composés incluant des incitations pour tous les acteurs de la chaîne de valeur serait le cadre idéal pour opérationnaliser les deux premières mesures. Les chercheurs invitent donc le secteur privé à les accompagner en finançant des projets de recherche sur le sujet. ■

Abdou Moutalib NDIAYE



Assistant de recherche à l'ISRA/BAME, spécialité Chaînes de valeur et Entrepreneurat Agricole et Agroalimentaire
abdoulmoutalibndiaye@gmail.com

Avec

Ndeye Fatou Faye

Économiste chargée de recherches à l'ISRA/BAME

Astou Diao Camara

Directrice de l'ISRA/BAME

Oumar Ibn Khatab Cissé

Enseignant-chercheur à l'École Nationale Supérieure d'Agriculture (ENSA)

EN SAVOIR PLUS :

Replay du webinaire ISRA-BAME : Etude sur les contraintes à l'incorporation des céréales locales dans la panification

"Analyse des contraintes à l'incorporation des céréales locales dans la panification au Sénégal", mémoire du Dr Abdoul Moutalib NDIAYE



Ici du pain de mil, du pain blanc et du pain de maïs.

"Les organisations paysannes et les ONG ont contribué à atteindre une nouvelle donne politique autour des évidences"

Jacob Kiema, de la Confédération paysanne du Faso (CPF), revient sur l'alliance formée il y a presque 20 ans contre les Accords de Partenariat Économique (APE) entre l'UE et les pays ACP. Ces accords avaient suscité de vives inquiétudes sur leurs impacts négatifs pour les économies africaines et la souveraineté alimentaire. Grâce à des données probantes, les organisations paysannes ont pu démontrer les risques pour la production locale et le commerce régional en Afrique, établissant ainsi de nouveaux liens avec les décideurs.

Grain de sel : Il y a 19 ans, comment s'est mobilisée la CPF pour lutter contre les APE ?

C'était la toute première fois que la Confédération paysanne du Faso, ses membres et les autres acteurs locaux demandaient l'appui d'Oxfam International. L'ONG a accepté de financer une grande étude sortie en 2006 contenant des recommandations que nous avons pu nous approprier. Nous avons bien sûr déjà d'autres partenaires, mais cette organisation pouvait mener cette investigation pointue et accompagner les organisations partenaires au niveau national. Oxfam a donc pris contact avec des personnes ressources et des chercheurs, pour enquêter et montrer qu'en réalité, les APE posaient d'énormes difficultés aux exploitations familiales. L'enquête a été menée conjointement avec d'autres partenaires, Afdi et Humundi notamment. Mais Oxfam a vraiment joué un grand rôle avec son financement et un appui méthodologique pour aboutir à des résultats probants. C'est sur la base de cette étude que nous avons construit nos plaidoyers.

GDS : Cette campagne et sa méthodologie ont-elles initié une nouvelle approche de collaboration avec les décideurs politiques ?

On peut dire que depuis cette campagne, les organisations paysannes et les ONG ont contribué à un changement de la donne politique. La CPF, ses membres et ses alliés sont désormais consultés lors de l'élaboration de nouvelles politiques. Avec le Spong (Secrétariat permanent des organisations non gouvernementales) et la Fiab (Fédération nationale des industries de l'agroalimentaire et de transformation du Burkina), nous avons appris à mener des réflexions communes pour faire changer les choses, avec l'appui

de nos partenaires (Afdi, Humundi, Trias...) qui nous accompagnent pour élaborer des données probantes. C'est le cas pour les sujets qui touchent au foncier, au financement, aux intrants, aux équipements... Nous travaillons aussi avec l'ensemble des acteurs qui interviennent dans la sécurité alimentaire et institutionnelle, comme la Ligue des consommateurs et l'Association des consommateurs. Prenons l'exemple du PNSR, le Programme national du secteur rural. Le premier programme a malheureusement été élaboré sans associer les acteurs non étatiques. Nous avons donc demandé à nos partenaires de nous accompagner pour évaluer ce programme, et nous avons constaté que rien de concret n'avait été mené sur le terrain. On a dû faire un suivi citoyen, une évaluation et production de preuves pour réaliser un document transmis au gouvernement, et pour le deuxième PNSR, nous avons finalement été associés.

GDS : Comment évaluez-vous la volonté des décideurs politiques d'adopter une approche plus collaborative, fondée sur des arguments scientifiques, pour la prise de décisions ?

Le ministère de l'Agriculture a parfois remis en cause ce que nous, organisations paysannes, avons pu produire comme documents. Nous demandons alors au ministère des éléments probants qui contredisent ce que nous avançons. Et souvent, les documents fournis par le ministère ne font pas l'objet d'une vraie investigation, ce sont seulement des données d'estimation. Alors que nous, nous allons sur le terrain, nous faisons des études, nous collectons les données, nous comparons les éléments et nous produisons une analyse. C'est vraiment un travail scientifique.

Nous avons deux représentants au sein de l'Assemblée Législative de Transition (ALT). Quand ils présentent des éléments pro-



Jacob Kiema est économiste et conseiller national aux initiatives économiques des Producteurs de la Confédération paysanne du Faso (CPF).

J. Kiema

bants, cela nous aide, mais au ministère de l'Agriculture, actuellement, les choses ne se passent pas comme on le voudrait. Tout dépend des politiques et bien sûr des alliances qu'on développe au sein du gouvernement pour faire valoir la réalité. Aujourd'hui, pour défendre les productions et les solutions endogènes et faire pression sur les politiques, il nous faut récolter des données sur la santé et l'environnement, afin de prouver que le développement économique local contribue à l'amélioration de la condition de vie des populations. ■

Propos recueillis par Emilie Langlade

¹ Après des années de négociations tendues, un APE régional a été signé en 2014 entre l'UE et la Communauté économique des États de l'Afrique de l'Ouest (CEDEAO) et la Mauritanie mais cet accord n'est pas encore pleinement en vigueur.

EN SAVOIR PLUS :

Étude Oxfam International 2006 "Partenaires inégaux : Comment les Accords de Partenariat Économique (APE) UE-ACP pourraient nuire aux perspectives de développement d'un grand nombre de pays parmi les plus pauvres."

La prise en compte du genre dans les plateformes d'innovations pour améliorer la productivité alimentaire

Les plateformes d'innovations (PI) permettent d'échanger les connaissances, de générer des innovations agricoles et de développer des actions collectives tout au long de la chaîne de valeur. Cet article explore comment le Conseil Ouest et Centre Africain pour la Recherche et le Développement Agricoles (CORAF) a amélioré l'accès et l'adoption des technologies agricoles pour les femmes, tout en renforçant la participation féminine dans les chaînes de valeur agro-sylvo-pastorales et halieutiques, grâce à l'intégration du genre dans les plateformes d'innovation.

L'objectif des plateformes d'innovation est d'offrir un cadre d'apprentissage, de partage d'expérience, de co-création, de création de relation d'affaire, de résolution de problème et de prise de décision aux acteurs ayant un intérêt commun. Elles sont importantes dans le développement des collaborations et engagements plus structurants, et à long terme entre des acteurs dans le secteur agricole pour des impacts durables. Elles facilitent non seulement la promotion des innovations agricoles mais aussi l'interaction et la collaboration multi-acteurs (producteurs agricoles, chercheurs, conseillers agricoles, décideurs politiques, etc.). Elles renforcent la recherche agricole intégrée pour le développement et facilitent les interactions et les collaborations dans les réseaux de producteurs, de conseillers agricoles/vulgarisateurs, les politiciens, les chercheurs et autres acteurs du système agricole, en créant l'espace pour les

expérimentations, les apprentissages et les négociations entre acteurs.

Dans les plateformes d'innovation, les solutions prises sont aisément mises en place par les parties prenantes puisqu'elles ont participé à l'élaboration de ces solutions. Les PI sont donc pertinentes pour créer les espaces d'interactions entre acteurs afin de générer, de tester et de disséminer les innovations qui permettront de lever les contraintes qui restreignent les performances des chaînes de valeur agricole. Cependant, les PI ne sont efficaces que si elles prennent en compte les dimensions liées au genre.

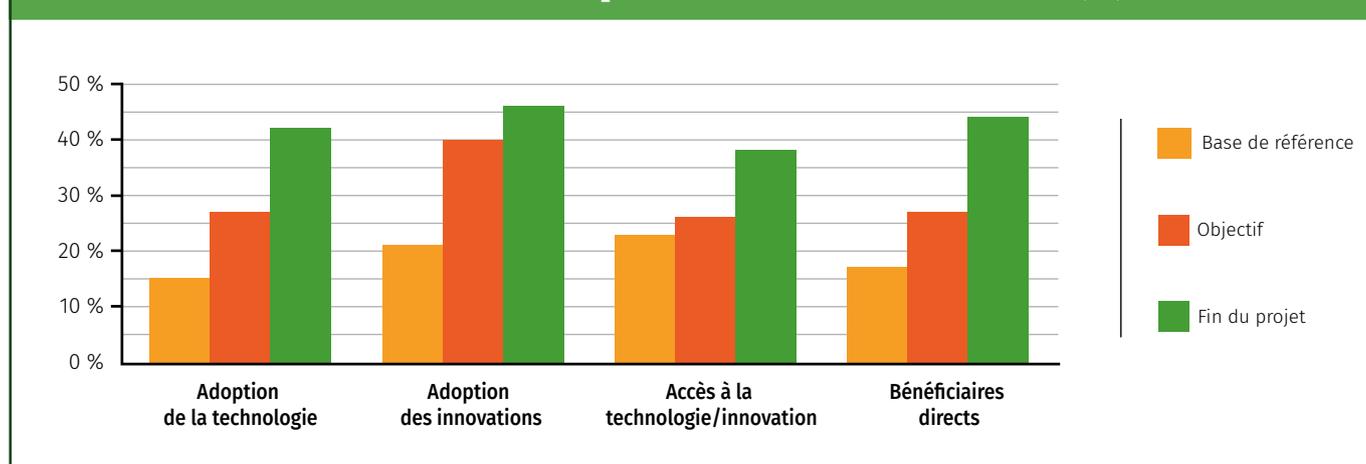
Le CORAF associe les systèmes nationaux de recherche agricole de 23 pays d'Afrique de l'Ouest et du Centre. Il est la plus grande des quatre organisations sous-régionales sous l'égide du Forum pour la recherche agricole

en Afrique (FARA). L'objectif principal du CORAF est d'améliorer les moyens de subsistance des populations des pays de l'Afrique de l'Ouest et du Centre par des augmentations durables de la production et de la productivité agricoles et par la promotion de la compétitivité et des marchés. Pour atteindre cet objectif, il est nécessaire de s'attaquer aux problèmes cruciaux tels que l'insécurité alimentaire et nutritionnelle, la pauvreté chronique et le chômage des jeunes.

Un engagement pour l'équité

Pour cela, le CORAF s'est engagé à promouvoir la prise en compte des dimensions genre dans tous ses projets et programmes en développant une politique et stratégie genre dont l'objectif est de faciliter l'accès équitable aux ressources, opportunités et impacts de la recherche et développement agricoles pour les hommes et les femmes. En effet, la prise en compte du genre dans

Accès des femmes et adoption des résultats de la recherche (%)



la mise en place et dans l'opérationnalisation des PI est cruciale pour assurer l'accès, l'adoption et la mise à l'échelle de technologies et innovations agricoles qui répondent véritablement aux besoins spécifiques des femmes, à savoir les technologies sensibles au genre, au climat et à la nutrition, pour accroître la productivité alimentaire et lutter contre la vulnérabilité des femmes. Des programmes tels que le Fonds Fiduciaire Multi-Donateurs (MDTF), mis en œuvre par le CORAF en Afrique de l'Ouest et du Centre, ont pu dépasser les objectifs de résultats grâce à la prise en compte du genre dans les plateformes d'innovations, selon un rapport de la Banque mondiale.

Le MDTF avait pour objectif de soutenir la recherche agricole intégrée à travers la mise en œuvre du Plan Opérationnel à Moyen Terme (MTO) du CORAF et de contribuer à des améliorations durables de la productivité, de la compétitivité et des marchés des systèmes agricoles en Afrique de l'Ouest et du Centre. Le projet a été mis en œuvre à travers 17 projets régionaux de décembre 2011 à septembre 2015, avec un budget total estimé à 21829514 USD. Les femmes représentaient 43 % des bénéficiaires en termes d'accès aux technologies et innovations, aux intrants agricoles, aux formations et aux services de vulgarisation.

Des résultats significatifs grâce à l'intégration du genre

Selon le rapport d'achèvement de la mise en œuvre du MDTF de la Banque mondiale, l'intégration du genre est peut-être sa réalisation la plus importante, ce programme facilitant l'accès équitable aux ressources agricoles dans les PI pour les hommes et femmes. Le graphique page 24 montre comment la situation des femmes s'est considé-

TOUT L'ENJEU EST D'ASSURER L'ACCÈS, L'ADOPTION ET LA MISE À L'ÉCHELLE DE TECHNOLOGIES ET INNOVATIONS AGRICOLES QUI RÉPONDENT AUX BESOINS SPÉCIFIQUES DES FEMMES.

blement améliorée à la fin du projet par rapport à la référence de 2013 et à l'objectif assigné - dans la quête continue d'une participation plus équilibrée des femmes et d'un accès aux actifs productifs dans le développement. Les femmes ont presque doublé leur participation par rapport à l'objectif, atteignant 44293 bénéficiaires contre un objectif de 22283, soit 199 %. En particulier, les progrès en matière d'adoption de technologies et d'innovations ont été impressionnants, les femmes se rapprochant de la parité avec les hommes dans ces domaines (42 % et 46 %). Ainsi, les femmes ont presque entièrement contribué à la réalisation des indicateurs de l'objectif de développement du programme. Grâce aux PI, l'intégration du genre a donc été très satisfaisante.

Bien que les femmes jouent un rôle central dans l'agriculture et la sécurité alimentaire et nutritionnelle, elles ont un accès limité aux ressources agricoles telles que les

technologies appropriées nécessaires à la croissance de la productivité alimentaire. L'implication des femmes dans les PI peut contribuer efficacement à faciliter l'accès, l'adoption et la mise à échelle des technologies appropriées. Cependant, elles restent confrontées à des défis tels que l'accès à la terre, aux ressources financières et aux marchés nationaux et internationaux, pour développer durablement de véritables entreprises agricoles pour leur autonomisation socio-économique. ■

Mariame Maiga, PhD



Conseillère Régionale Genre et Développement Social, CORAF
m.maiga@coraf.org

Fatou Dieng



Dr Ing. en Sciences Agronomiques, CORAF
f.dieng@coraf.org

EN SAVOIR PLUS :

CORAF (2023) : Plan Opérationnel 2023-2027, Plan Stratégique 2018-2027, CORAF, Dakar-Sénégal.
Mainstreaming gender in the analyses of innovation systems, TUT Tshwane, 2019 South Africa.

Exemples d'adoption de technologies et innovations par les femmes



PI Production Animale

Neuf plateformes d'innovations ont été créées autour de quatre thèmes prioritaires: insémination artificielle, hygiène et qualité des produits laitiers, amélioration de l'alimentation des vaches laitières, et amélioration de la reproduction des vaches. Les acteur-ices ont été formés sur divers thèmes, dont 80 % en chaleur naturelle de la vache pour l'insémination artificielle qui a grandement progressé (3745 %), 93 % en pratiques sanitaires et qualité du lait, et 27 % en production et conservation fourragère.



PI Aquaculture

Huit plateformes d'innovation ont été créées. Dix technologies ou innovations ont été mises au point avec un taux d'adoption estimé à plus de 60 %. Des manuels de formation, des revues des médias et des publications sur CD ont été produits. Une méthodologie pour l'utilisation des déchets par la production d'asticots, d'huile de poisson et de farine de poisson ainsi que la production de fumier riche en minéraux a été élaborée. 142 fours à fumée ont été conçus et distribués. Quatre nouveaux produits de poisson (crackers, filets, poissons fumés et en conserve) ont été créés et mis sur le marché. La production de palettes flottantes d'aliments pour poissons a généré des revenus et des emplois pour les jeunes.

Promouvoir le rôle de la recherche prospective pour agir par anticipation

L'épidémie de Covid-19 a mis à mal les systèmes alimentaires à l'échelle planétaire en raison d'une perturbation des chaînes de valeur. Cette crise sanitaire a aussi suscité l'intérêt des décideurs à davantage considérer le futur dans la définition des politiques publiques. Cet article revient sur la pertinence de la recherche prospective pour développer la culture de l'anticipation afin de promouvoir des systèmes alimentaires plus résilients.

Il convient de se projeter dans le futur et d'explorer les états plausibles des systèmes alimentaires actuels pour garantir et renforcer leur résilience face aux crises à venir. Cet article revient sur une étude de cas que l'IPAR (Initiative prospective agricole et rurale) a conduite en 2021 sur la prospective des systèmes alimentaires locaux de la zone des Niayes à l'horizon 2035 à travers trois scénarios étudiés. Nous présentons ici succinctement l'approche de la prospective utilisée, les scénarios plausibles des systèmes alimentaires obtenus et les leviers d'action pour anticiper et promouvoir des systèmes alimentaires plus résilients dans les Niayes au Sénégal.

Une prospective inclusive et participative

En théorie, la prospective est un outil d'analyse permettant de décrire les futurs plausibles d'un phénomène donné dans un espace géographique et un horizon temporel

collectivement déterminés. L'approche prospective est collective. Elle est définie par les acteurs qui portent les dynamiques de développement du territoire en question. À cet effet, elle consiste à s'intéresser au futur, dans le but de changer les actions d'aujourd'hui, en vue de façonner l'avenir selon les désirs des acteurs. Sans prédire le futur, la prospective incite les acteurs à adopter une attitude pré-active voire proactive afin d'anticiper et de mieux faire face aux changements qui pourraient avoir lieu.

En pratique, la prospective exige de mobiliser différents acteurs aux profils variés pour couvrir au mieux les expertises, les expériences et les dynamiques de développement à l'œuvre dans le territoire étudié. La mise en commun des divers types de savoirs a prévalu à l'exercice de prospective sur les systèmes alimentaires locaux des Niayes. Le travail collaboratif et participatif a permis de déterminer collectivement les facteurs de changement, leurs dé-

finitions, leurs états plausibles dans le futur mais aussi d'établir des relations d'influence et de dépendance entre eux. Dans ce lot de facteurs de changement, un ensemble de variables motrices se distingue et autour duquel se sont structurés les scénarios plausibles.

Des systèmes alimentaires aux futurs contrastés

Dans le scénario où "les habitants des Niayes mangent local mais à quel prix ?", il s'agit d'une situation où les systèmes alimentaires s'inscrivent dans la continuité de ce qui est actuellement vécu. C'est le maintien et le renforcement du système d'agriculture conventionnelle et productiviste qui resterait le trait dominant des systèmes alimentaires futurs des Niayes, au détriment de toutes considérations environnementales, sanitaires, sociales, etc. Ce scénario conventionnel est porté par davantage de subventions sur les intrants agricoles, l'innovation technologique et un meilleur accès au crédit. Sur le long terme, les



Dans le scénario, où en 2035, "les habitants des Niayes mangent local et durable", les systèmes alimentaires des Niayes changent complètement de paradigme et créent les conditions où les populations mangent à leur faim de manière saine et durable avec des produits locaux diversifiés, nutritifs et accessibles.

systèmes alimentaires seront moins performants et plus vulnérables aux chocs.

Dans le scénario où "les habitants des Niayes mangent local et durable", les systèmes alimentaires des Niayes changent complètement de paradigme pour prendre les contours et les caractéristiques d'un modèle agroécologique qui crée les conditions où les populations mangent à leur faim de manière saine et durable avec des produits locaux diversifiés, nutritifs et accessibles. Il est marqué par l'implication effective d'organisations d'acteurs à la base très influentes et des politiques plus inclusives et sensibles aux ressources naturelles. En plus d'une forte adoption des innovations technologiques par les acteurs, les politiques commerciales sont davantage marquées par des considérations environnementales.

Dans le scénario où "les habitants des Niayes mangent dans le bol des autres", les systèmes alimentaires locaux sont en déclin. On confie l'alimentation des Niayes à l'extérieur. L'alimentation devient essentiellement dépendante des importations qui ne garantissent pas forcément la quantité, la qualité et la régularité de l'approvisionnement. En plus d'une faible transformation des produits locaux, les politiques commerciales sont inadaptées pour la promotion des systèmes alimentaires locaux.

Cette photographie des futurs possibles des systèmes alimentaires des Niayes en 2035 donne des possibilités aux décideurs, aux populations et aux acteurs de développement de faire leur choix pour un scénario et d'agir en conséquence pour le réaliser et faire échec aux scénarios non désirés.

Quels leviers stratégiques d'action ?

Il existe plusieurs leviers stratégiques systémiques : le système de gouvernance, la réglementation, la législation, les conventions, les accords, les programmes publics d'aménagement et de développement territorial, le système d'éducation et de formation, l'environnement des affaires et le système financier. Cependant, la manière d'agir et l'état dans lequel se trouvent ces leviers peuvent déterminer l'occurrence d'un scénario.

Carte de situation des Niayes



L'étude réalisée par l'Ipar en 2021 a proposé trois scénarios sur les futurs possibles des systèmes alimentaires locaux de la zone des Niayes, au Nord-Ouest du Sénégal, à l'horizon 2035. Cette zone fournit l'essentiel de la production maraîchère du pays.

Les acteurs les plus déterminants des futurs possibles des systèmes alimentaires locaux des Niayes en 2035 sont l'État central et ses démembrements, le secteur privé, les organisations de la société civile et les organisations paysannes. Le rôle de ces acteurs consistera essentiellement à articuler de manière cohérente les 5 leviers d'action pour réaliser le scénario souhaité. Toutefois, la gouvernance semble être plus déterminante car elle est à l'origine du choix du modèle de développement socio-économique qui sert de cadre aux futurs possibles. De plus, le niveau de structuration et de développement des acteurs non étatiques pèse sur leur inclusion dans la définition des politiques alimentaires. Cela invite l'État central à être plus ouvert à leurs orientations pour mieux faire des choix politiques répondant aux exigences des systèmes alimentaires plus résilients face aux crises.

Au final, il faut agir sur le futur à partir du présent, par anticipation et au niveau des territoires. C'est pourquoi, il est essentiel d'encourager, d'une part, la recherche prospective pour développer la culture de l'anticipation, surtout chez les acteurs nantis du pouvoir de décision. D'autre part, l'approche

de la recherche prospective s'inscrit dans la dynamique de reconfiguration des dispositifs de recherche classiques marqués par la centralité du chercheur, vers des approches de recherche plus collaboratives, participatives et interdisciplinaires qui associent les acteurs dépositaires d'autres types de savoirs tout aussi importants que les savoirs dits scientifiques pour des systèmes alimentaires plus résilients dans un monde incertain. ■

Sidy Tounkara



Sociologue et géographe, chercheur et coordonnateur de projets agroécologiques à Initiative Prospective Agricole et Rurale (Ipar) sidy.tounkara@ipar.sn

Ahmadou Ly

Économiste, chercheur à Ipar

Diamilatou Kane

Économiste, assistante de recherche à Ipar

LA GOUVERNANCE EST À L'ORIGINE DU CHOIX DU MODÈLE DE DÉVELOPPEMENT SOCIO-ÉCONOMIQUE QUI SERT DE CADRE AUX FUTURS POSSIBLES : C'EST UN LEVIER DÉTERMINANT.

EN SAVOIR PLUS :

Guide pour la coélaboration de scénarios : vers la compréhension partagée et l'action commune pour la réforme et la sécurité du foncier forestier. CIFOR, 2021.

L'alimentation au Sénégal : état des lieux pour une prospective à l'horizon 2035. LARTES, 2020.

La plateforme AgriData, des données agricoles accessibles et utilisables par tous



Freepik - Pressfoto

La mise en place de politiques publiques basées sur des données probantes représente un défi majeur pour les gouvernements. Cet enjeu implique, pour le Sénégal, d'investir dans la collecte, l'analyse et le partage de données, en particulier dans le secteur agricole. L'expérience d'AgriData, portail numérique dédié au partage de statistiques et de données agricoles, montre comment les différents acteurs concernés peuvent s'engager à établir un cadre commun pour faciliter l'accès aux données pertinentes.

AgriData est une plateforme web destinée à alimenter des politiques de développement agricole fondées sur des données probantes, avec l'implication des agriculteurs et autres acteurs de la chaîne de valeur.

L'étroite collaboration entre l'Agence nationale de la statistique et de la démographie (ANSD), la Direction générale de la planification et des politiques économiques (DGPPE) et l'Initiative prospective et rurale (Ipar) avait abouti à l'organisation d'une conférence internationale sur les Objectifs de Développement Durable (ODD) en 2016, avec l'appui du partenariat mondial pour les données sur le développement durable (GPSDD). Les conclusions avaient fait ressortir l'existence d'insuffisances pour les données de quatre secteurs: l'emploi, la gouvernance, l'environnement et l'agriculture. En effet, parmi les enseignements tirés, il y avait le manque et le caractère incomplet des données mais surtout l'accès limité aux données et statistiques agricoles de base au Sénégal. Ce faible niveau d'accès aux données est lié à des défis techniques et méthodologiques inhérents à l'amélioration de la qualité des données, mais certains des obstacles importants sont d'ordre politique, institutionnel et financier.

En réponse à ce défi, pour le secteur agricole, ANSD, DAPSA (la Direction de l'analyse de la prévision et des statistiques agricoles) et Ipar ont mis en place une plateforme AgriData dont l'objectif est de faciliter aux utilisateurs l'accès aux statistiques agricoles à partir d'une plateforme web. Dr Sow, de la Direction de l'Élevage, disait lors d'un panel d'experts organisé en 2018 à Saly (Mbour, Sénégal) dans le cadre de AgriData que "Sans statistiques, il n'y a pas d'indicateurs. Et sans indicateurs, il n'y a pas de politiques". Ainsi, AgriData comporte trois volets: une plateforme web, une plateforme d'acteurs et un volet dialogue politique.

La première étape de mise en œuvre a consisté à faire des entretiens bilatéraux avec l'ensemble des parties prenantes qui ont permis de confirmer que les données sur l'agriculture ne sont pas systématiquement divulguées et qu'il n'existe actuellement aucun mécanisme formel de partage de données entre les producteurs et les utilisateurs de données.

Exploiter le pouvoir des statistiques agricoles

Ainsi, la plateforme numérique comprend: des données agrégées autour de plusieurs niveaux d'indicateurs; des microdonnées of-





AgriData a également permis à l'Ipar de mener une étude sur les ODD liés à l'agriculture. Les objectifs étaient d'identifier les indicateurs liés à l'agriculture, d'examiner la disponibilité des données pour les indicateurs pertinents, de proposer des approches pour améliorer le suivi et d'alimenter la composante de données de la plateforme numérique. Les résultats montrent que, sur la base des 11 ODD considérés comme étant liés à l'agriculture, 36 cibles et 48 indicateurs retenus, l'alignement des cibles aux priorités nationales reste moyen (56 %). Le taux de disponibilité des indicateurs se révèle être relativement élevé avec 83 %. Par ailleurs, la fréquence de production des données est irrégulière pour 57 % des indicateurs disponibles. De même, la manière dont les données sont séparées et analysées en fonction du sexe et de l'âge, surtout au niveau local, demeure préoccupante. Ainsi, il est important de parvenir à la mutualisation des ressources et à l'harmonisation des méthodes de collecte de données pour garantir leur fiabilité, leur régularité et leur désagrégation.

ficielles et non officielles issues de multiples sources de données agricoles interconnectées avec la plateforme ANADS; un module de visualisation analytique, tabulaire et géographique des indicateurs; et une composante de métadonnées et d'informations agricoles (lettres de politique, stratégies, décrets, projets, programmes, ...).

Dans la mise en œuvre, l'attention a été particulièrement portée sur le modèle de gouvernance. Il a été unanimement reconnu que l'engagement institutionnel était nécessaire pour garantir la viabilité et la durabilité de cette plateforme. Les principaux acteurs au cœur des données agricoles ont été des parties prenantes à part entière. La note sur la gouvernance met en exergue son mode de fonctionnement, les rôles et responsabilités des acteurs, la cartographie et le suivi de la mise jour des données, l'interfaçage du portail AgriData avec d'autres, l'implication des tops management et l'utilisation de la plateforme. Ainsi, il a été mis en place un secrétariat composé de l'ANSD, la DAPSA et l'Ipar, un comité restreint regroupant toutes les catégories d'acteurs, un comité technique regroupant les producteurs de données agricoles et une plateforme d'acteurs regroupant toutes les parties prenantes, productrices et utilisatrices de données agricoles.

Afin de renforcer les capacités des acteurs, AgriData a organisé des ateliers de formation sur l'archivage et la documentation des enquêtes mais également sur la mise à jour de

la plateforme par les points focaux désignés. Ces derniers ont permis notamment d'enrichir le module microdonnées de la plateforme AgriData et le catalogue des enquêtes du Sénégal de plus de 30 études en lien avec l'agriculture.

Promouvoir les portails open data

En vue de faire connaître la plateforme AgriData, inciter les acteurs de la recherche et des médias à utiliser et valoriser les données collectées et prendre en compte de nouvelles sources de données, un "Prix AgriData pour le développement agricole au Sénégal" a été mis en place. L'organisation de ce prix a été précédée d'activités de sensibilisation et de formation sur l'importance des données agricoles auprès des étudiants des universités et établissements post-bac publics. À l'occasion de la cérémonie de remise du prix AgriData 2022, quatre travaux scientifiques, dont les résultats vont aider à la prise de décision publique, ont été récompensés (sur les 64 dossiers soumis au comité scientifique). Ils abordaient les questions liées à la production, la commercialisation et la conservation des produits maraîchers dans la zone des Niayes; l'évolution des politiques agricoles au Sénégal de 2000 à 2019 et l'insertion des jeunes dans le secteur agricole. Les productions journalistiques ont permis de disséminer les données agricoles et de les transcrire en informations plus facilement compréhensibles et utilisables par les acteurs agricoles ainsi que par les décideurs.

En réunissant les acteurs clés autour d'une interface commune, la plateforme a contribué à produire des analyses fondées sur des données fiables, améliorant ainsi la formulation et l'impact des politiques publiques. Les fonctionnalités de la plateforme, telles que l'agrégation de données (assembler et combiner des données provenant de différentes sources), la visualisation analytique, et la documentation des enquêtes, ont renforcé la capacité des utilisateurs à exploiter les données pour des prises de décision éclairées.

Pour renforcer l'accès aux données agricoles en Afrique de l'Ouest, il est impératif de poursuivre et d'élargir les initiatives comme AgriData. Nous appelons à une collaboration accrue entre les institutions gouvernementales, les organisations de la société civile, les chercheurs, et les partenaires internationaux. Ainsi, il est important de continuer à impliquer les parties prenantes ainsi que les partenaires techniques et financiers pour une meilleure réalisation des activités, et de ce fait remodeler le devenir de cette plateforme en harmonie avec les initiatives émergentes. ■

Cheikh Faye



Ingénieur statisticien,
Responsable des données à l'Ipar
cheikh.faye@ipar.sn

IL EST IMPORTANT DE PARVENIR À LA MUTUALISATION DES RESSOURCES ET À L'HARMONISATION DES MÉTHODES DE COLLECTE DE DONNÉES POUR GARANTIR LEUR FIABILITÉ, LEUR RÉGULARITÉ ET LEUR DÉSAGRÉGATION.



Des élèves consommant de la Koba Tsinja dans une école de Manandriana, Antananarivo à Madagascar.

©Gret

Renforcer les synergies entre acteurs pour une alimentation saine et durable

Plusieurs pays se sont engagés depuis une décennie dans l'élaboration de politiques multisectorielles et essaient de promouvoir des approches intégrées en faveur de systèmes alimentaires sains et durables. La mise en œuvre de ces politiques touchant différents secteurs n'est pourtant pas évidente sur le terrain, ceux-ci n'ayant pas toujours l'habitude de collaborer. Les initiatives autour de l'alimentation scolaire permettent d'ouvrir le chemin.



Distribution de lait caillé dans les écoles de Bobo au Burkina Faso.

©Gret

Intervenant depuis une dizaine d'années pour renforcer les passerelles entre agriculture et nutrition, le Gret participe activement à ces réflexions, animant des cadres de dialogue multisectoriels pour le compte de l'État, ou appuyant la dissémination de ces politiques auprès des acteurs locaux. Il a également initié avec ses partenaires locaux et avec les agences en charge de la nutrition différents types d'approches permettant d'agir avec les acteurs des territoires, et retire de ces expériences quelques principes pour agir en faveur de systèmes alimentaires plus durables et favorables à la nutrition.

Adopter des approches multisectorielles sur les territoires

Décloisonner à différents niveaux apparaît tout d'abord indispensable pour opérationnaliser les politiques multisectorielles et renforcer la connaissance et la compréhension mutuelle des acteurs. Ouvrir des espaces de concertation, de dialogue mul-

ti-acteurs permet de réaliser des diagnostics partagés des enjeux et d'identifier des approches qui peuvent être ensuite promues dans les documents de politique ou de planification locale, tout en tenant compte des enjeux croisés agricoles, alimentaires et nutritionnels. L'analyse des régimes alimentaires et de leurs déterminants sociaux, des différents facteurs de la malnutrition, des potentialités de la zone, des acteurs présents sur le territoire et des actions dans lesquelles ils sont déjà engagés, peut dessiner des stratégies d'action adaptées et réalistes, à inclure dans les documents de planification locale et dans les actions de coopération conduites.

Relier un régime alimentaire sain à une meilleure production locale

Cela amène bien souvent, à côté des actions spécifiques sur la nutrition menées par les acteurs de la santé, à promouvoir des systèmes alimentaires territorialisés, en appuyant l'agriculture familiale, la transition agroécologique et les filières locales sensibles à la nutrition. Dans certains contextes, des aliments comme les fruits et légumes (agroécologiques), les aliments sources de protéines végétales et animales peuvent, en effet, parfois être difficilement accessibles sur les marchés locaux.

L'accompagnement ciblé de ces filières pour en augmenter la production locale, quand cela est possible, et/ou la mise en place de nouveaux circuits de commercialisation sont alors indispensables pour essayer de réduire certains déséquilibres ou un manque de diversité dans les régimes alimentaires. D'autres leviers peuvent également être activés avec l'engagement de l'État et des acteurs des territoires (élus locaux, entreprises locales, établissements scolaires) via des achats institutionnels et/ou locaux dans le cadre d'initiatives ciblées (cantines scolaires, vente et/ou distribution de produits sains adaptés aux besoins des enfants aux abords des écoles, etc.).

Sensibiliser par une diversité de canaux pour faire évoluer les comportements alimentaires

La sensibilisation à l'alimentation saine et à la nutrition des acteurs de l'agriculture, de l'agroalimentaire, de l'éducation nationale ainsi que des consommateurs s'avère également indispensable. Les régimes alimentaires évoluent, mais pas toujours dans la bonne direction, et l'essor des maladies non transmissibles (diabète, maladies cardiovasculaires, etc.) vient s'ajouter aux problèmes de santé publique déjà importants, et dont certains pourraient être prévenus par une alimentation de meilleure qualité.



Une roulette autour des aliments qui est un des outils de sensibilisation ludiques développés dans les écoles primaires publiques de Madagascar.

© GRET

L'environnement alimentaire conditionne beaucoup les choix des consommateurs (les aliments malsains sont facilement accessibles), c'est pourquoi les approches de sensibilisation classiques ne suffisent pas et des approches multicanales se développent aujourd'hui dans plusieurs pays pour avoir un véritable impact sur le changement de comportements (sensibilisation par les acteurs de la santé, mais aussi diffusion de spots publicitaires, émissions radios, nudges, mobilisation de relais communautaires, échanges entre pairs, design des environnements alimentaires par les municipalités, etc.).

La Coalition mondiale pour l'alimentation scolaire Quand la recherche comble l'écart entre les initiatives porteuses et les politiques publiques

La Coalition mondiale pour l'alimentation scolaire promeut des régimes alimentaires améliorés et plus nutritifs, en mettant l'accent sur le lien étroit à établir entre les écoles et la production alimentaire locale. Elle a été lancée lors du sommet de 2021 sur les systèmes alimentaires et réunit aujourd'hui les dirigeants de 97 pays, qui sont engagés dans l'expansion et l'amélioration des programmes de repas scolaires, considérés comme essentiels pour le développement de leur pays.

Le Consortium de recherche pour la santé et la nutrition en milieu scolaire est une des initiatives de la Coalition qui vient fournir des conseils indépendants et fondés sur des données probantes aux États membres. Il s'agit d'un réseau de réseaux nationaux académiques et techniques qui mènent des recherches sur les programmes tels qu'ils sont, et identifient les bonnes pratiques et les enjeux à relever. Des scénarios sont construits pour faire du plaidoyer et convaincre les bailleurs à investir dans cette stratégie.

La communauté de pratiques "Bons exemples" contribue à identifier et valoriser les initiatives locales ou nationales prometteuses dans certains pays. Des webinaires d'échanges sont organisés régulièrement et des publications de rapports de référence sont éditées pour accélérer la diffusion des meilleures pratiques. Ces activités sont menées par le Consortium de recherche, en amont des rencontres annuelles de la Coalition mondiale, pour pousser les États à agir et à prendre des engagements financiers forts en faveur de l'alimentation scolaire lors de ces rencontres.

En Afrique de l'Ouest, plusieurs recherches sont en cours pour faire ressortir les meilleures pratiques : l'engagement politique et l'institutionnalisation des programmes sont d'ores et déjà identifiés comme indispensables. La création d'une agence nationale pour coordonner les acteurs, s'ils sont nombreux à intervenir, est aussi efficace. Le Consortium met également ces deux aspects en avant : l'adoption d'"aliments orphelins" ou de "légumes africains traditionnels", qui sont très nutritifs mais souvent sous-utilisés. Ces aliments peuvent jouer un rôle essentiel dans l'amélioration de la qualité nutritionnelle des repas scolaires tout en favorisant l'agriculture locale et la sécurité alimentaire. Le deuxième aspect consiste à intégrer l'approvisionnement local dans les directives scolaires, par exemple en suivant la pratique brésilienne consistant à acheter 30 % de toute la nourriture scolaire localement. Les achats locaux auprès des petits exploitants agricoles peuvent stimuler le développement agricole, renforcer les systèmes alimentaires locaux, stimuler la diversité des cultures et sortir les gens de la pauvreté.

Sécurité alimentaire et nutritionnelle : la recherche-action pour mieux intégrer les questions de genre

Le projet Arpege a accompagné des équipes de professionnels du développement à travers une approche de recherche-action sur le genre, associant l'Université Bordeaux Montaigne, Laboratoire LAM – UMR 115 – Les Afriques dans le Monde, IRD UMI Source et l'IISS Madagascar. Intervenant auprès d'ONG dans trois régions différentes de Madagascar, il a souligné quelques éléments clés d'enseignement utiles pour tous les acteurs du développement.



Démonstration culinaire à Madagascar, ciblant spécifiquement les hommes, accompagnée d'un travail sur des messages co-construits avec eux pour favoriser une meilleure compréhension et appropriation des enjeux de genre.

- La contextualisation de l'approche genre est essentielle pour adapter les initiatives aux réalités locales et pour faire évoluer les perceptions qui tendent parfois à essentialiser les rapports de genre. Cela peut être réalisé en s'appuyant sur les représentations culturelles locales, telles que certains dictons, afin de les questionner collectivement et de déconstruire les stéréotypes de genre qu'ils véhiculent. Par exemple, il est possible d'objectiver les inégalités existantes en établissant un calendrier type d'une journée d'une femme et d'un homme, ce qui permet de mettre en lumière les différences de rôles et de responsabilités. Il est aussi crucial de travailler sur des messages co-construits avec les hommes et qui leur sont destinés, afin de sensibiliser et d'engager leur participation active dans la promotion de l'égalité des genres.

- Les intervenants locaux, tels que les animateurs et responsables de projets, jouent un rôle crucial dans l'incarnation d'une approche genre inclusive et égalitariste. Leur attitude, leurs actes et leurs paroles doivent refléter cet engagement, ce qui inclut la mixité des équipes et la promotion de femmes à des postes clés. Il est également important de prendre en compte les contraintes spécifiques que peuvent rencontrer les femmes dans les actions conduites, comme la nécessité d'obtenir l'accord préalable de leurs maris pour participer à certaines rencontres. Des mesures telles que l'adaptation des horaires de formation et la proximité des lieux de rencontre peuvent également faciliter leur participation et garantir une approche véritablement inclusive.

- Il est nécessaire de former les équipes sur les questions de genre et de leur fournir des appuis spécifiques, car les "savoirs ordinaires" existants ne suffisent pas à déconstruire les stéréotypes de genre. Cette question doit être intégrée de manière transversale dans les actions conduites. La co-conception des actions avec les femmes et le renforcement de leur place dans les instances de gouvernance existantes sont des étapes essentielles. De plus, il est nécessaire de renforcer les compétences des femmes dans divers domaines, au-delà des questions techniques, et d'intégrer des considérations telles que l'hygiène menstruelle dans les programmes de santé et d'assainissement. Un suivi-évaluation rigoureux d'indicateurs dédiés au genre est également crucial pour mesurer l'impact des actions menées et ajuster les stratégies en conséquence.



Femmes qui représentent leur bilan de dépenses par des jeux de réflexion, afin de renforcer leur engagement dans la gestion financière et la prise de décision collective au sein de leur communauté.

Favoriser les échanges au niveau des familles et renforcer l'autonomisation économique des femmes

Conscientes de ces enjeux, les organisations paysannes ouest-africaines se mobilisent aussi de manière croissante sur ce sujet en développant des outils adaptés aux réalités vécues par leurs membres pour travailler sur la question : outils de sensibilisation s'appuyant sur le calendrier saisonnier des activités de production, de commercialisation, animation de discussions et d'échanges entre pairs sur les impacts alimentaires et nutritionnels de certains choix familiaux à différents moments, approches de conseil à l'exploitation familiale intégrant les enjeux de nutrition pour réfléchir collectivement à l'allocation des ressources de la famille, etc.

Renforcer l'autonomisation économique des femmes, agir concrètement pour la réduction des inégalités de genre impactant leur capacité à produire et développer des activités extra-agricoles, leur accès aux services de santé, cibler aussi les hommes pour les actions relevant de la santé, des soins et de l'alimentation des enfants, ou encore développer les espaces d'échanges entre femmes apparaissent aussi nécessaires selon les contextes pour lutter efficacement contre la malnutrition. À travers l'accompagnement des femmes dans leurs initiatives individuelles et collectives, le renforcement de leur confiance en elles, leur participation dans les cadres de concertation sur les systèmes alimentaires et les filières, etc. ce sont toute une palette d'actions qui permettent d'agir concrètement en faveur de la nutrition. ■

Amel Benkahla

Chargée de projets au Gret
benkahla@gret.org

Claire Costis

Chargée de projets au Gret – Thématique
"Santé, nutrition et protection sociale"
costis@gret.org

Sylvie Avallone

L'Institut Agro Montpellier
sylvie.avallone@supagro.fr

EN SAVOIR PLUS :

Le rôle des organisations paysannes dans l'amélioration de la nutrition (Note de synthèse ASANAO n°4, sept. 2021)

L'amélioration de la nutrition des enfants à travers l'alimentation scolaire (Note de synthèse ASANAO n°7, sept. 2022)

Site du consortium de recherche de la coalition mondiale pour l'alimentation scolaire :
<https://www.lshtm.ac.uk/research/centres-projects-groups/research-consortium-for-school-health-and-nutrition#welcome>

"Repenser les systèmes alimentaires et l'alimentation scolaire : climat, environnement, biodiversité et souveraineté alimentaire", Synthèse du consortium. 2023.

Au Bhoutan, en Colombie, en Sierra Leone, les acteurs des territoires construisent ensemble des systèmes alimentaires plus durables et inclusifs

Après avoir développé un cadre conceptuel et une méthode d'analyse des systèmes alimentaires dans les années 2020-22, le Cirad et la FAO élargissent leur collaboration à Agrinatura autour du projet SASi-SPi financé par l'Union Européenne, pour catalyser la transition vers des systèmes alimentaires durables et inclusifs. Les moyens pour atteindre cet objectif sont de mobiliser l'intelligence collective des acteurs du territoire tout en renforçant le dialogue science-politique. Illustrations des méthodes déployées par les chercheurs au Bhoutan, en Colombie et en Sierra Leone.

Les systèmes alimentaires (SA) sont considérés comme un levier d'action puissant pour avancer l'agenda du développement durable. Ils comprennent tous les acteurs et leurs activités, depuis la production, l'agrégation, le transport, la transformation, la distribution, jusqu'à la consommation des produits alimentaires issus de l'agriculture, de la sylviculture ou de la pêche. Ils incluent également les intrants utilisés et la gestion des déchets générés à chaque étape. Le projet SASi-SPi accompagne les acteurs des systèmes alimentaires dans trois pays (Bhoutan, Colombie, Sierra Leone) pour initier des chemins de transition vers des systèmes plus durables et inclusifs.

Dans les trois pays, le projet a identifié avec les autorités nationales et locales des territoires et des enjeux de transition. Les chercheurs ont partagé ensuite avec les acteurs locaux (associations

de producteurs, organisations de femmes, filières agroalimentaires, société civile, services d'appui, universités locales, responsables politiques...) les avantages d'une approche en termes de système alimentaire, et caractérisé avec eux les différentes composantes de leur système. L'étape suivante est d'identifier avec eux un défi majeur pour la durabilité du système étudié, et de constituer un socle de connaissances communes pour la co-création d'une vision collective de ce que pourrait être un SA plus durable et plus inclusif. Cette vision établie, il s'agira de définir les chemins de transition vers ce futur souhaitable et de préciser les responsabilités et d'initier les actions nécessaires pour que cette perspective devienne progressivement réalité en s'appuyant sur la théorie du changement et des outils de l'analyse de l'impact et de l'anticipation. Les chercheurs capitaliseront sur les leçons apprises et les éventuels modèles vertueux de transition, l'idée étant de comprendre comment la tran-

sition se passe ou s'amorce. La FAO soutient l'ensemble du processus en facilitant les discussions intersectorielles (agriculture, environnement, santé) et inter-échelles (territoriale, nationale).

Les défis de transition agroécologique en Colombie

En Colombie, des consultations avec le Ministère de l'Agriculture et du Développement Rural (MADR) et le Département National de Planification (DNP) ont permis d'identifier trois territoires: Nariño Centro (au sud, frontière avec l'Équateur), l'Altiplano Cundiboyacense (incluant la capitale Bogotá) et Montes de María (zone Caraïbe qui a beaucoup souffert du conflit armé). Dans ces territoires, un partage de savoirs entre chercheurs et acteurs locaux a permis de construire en atelier une vision partagée du SA actuel et de ses problématiques et opportunités et un défi de transition pour chaque territoire.

À Nariño Centro, les écosystèmes stratégiques (Laguna de La Cocha, réserves d'eau dans les páramos, forêts, réserves de biodiversité) sont menacés par la production intensive de pommes de terre et l'élevage extensif. La monoculture et l'usage d'intrants chimiques dégradent les sols et accentuent la sensibilité de l'agriculture au changement climatique. Pour la commercialisation, les petits producteurs dépendent d'intermédiaires, souvent organisés en cartels, qui pratiquent des prix bas, décourageant les jeunes de rester dans l'agriculture. Le niveau d'insécurité alimentaire est supérieur à la moyenne nationale avec un déficit en aliments frais du fait de la concurrence des cultures illicites, de communications difficiles avec la zone andine et le reste du département, de la substitution aux cultures



À Nariño Centro, les écosystèmes stratégiques sont menacés par la production intensive de pommes de terre et l'élevage extensif.

Marie-Hélène Dabat

VUE D'AILLEURS

traditionnelles d'aliments ultra-transformés importés, de la faible organisation des marchés locaux.

Dans ce contexte, le défi identifié vise à diversifier les cultures et à mener une transition agroécologique. Des expériences intéressantes s'y sont déjà développées, en particulier initiées par plusieurs associations de femmes indigènes, qui pourraient s'étendre à d'autres agriculteurs familiaux. Cette évolution des pratiques doit s'accompagner d'une grande fluidité des échanges de produits agricoles : alliances commerciales avec de petits producteurs, circuits courts, circuits plus directs avec les marchés urbains, substitution de produits locaux de qualité à des produits importés de faible qualité nutritionnelle.

Mieux répondre aux besoins nutritionnels en Sierra Leone

Pays à forte dominante agricole (le secteur agricole représente 61% du PIB et emploie plus de la moitié de la population), la Sierra Leone connaît une insécurité alimentaire chronique très importante avec réduction de la production de céréales et augmentation des importations de riz (guerre civile, épidémie d'Ebola, pandémie de COVID-19). Avec un taux élevé de pauvreté et le coût croissant des aliments, de nombreux ménages n'ont pas les moyens d'avoir un ré-



Au Sierra Leone, un des défis identifiés n'est pas tant de produire plus, mais plutôt d'introduire des aliments plus nutritifs dans les régimes alimentaires locaux.

UNNEER/Martine Perret



gime alimentaire équilibré. Principalement composé de petites exploitations familiales, le secteur agricole fait face à des obstacles structurels (accès limité aux intrants, technologies, marchés et services financiers) et est affaibli par les risques climatiques accrus et des méthodes agricoles non durables. Suite à l'élection présidentielle de 2023, la stratégie gouvernementale Feed Salone (Nourrir la Sierra Leone) vise à réduire la faim et la malnutrition en stimulant la production et la productivité agricoles (en exploitant de nouvelles terres, en développant des variétés à haut rendement ou en investissant dans l'irrigation et la mécanisation). Le défi de transition identifié en accord avec les autorités nationales concerne la capacité de Feed Salone à assurer une alimentation équilibrée et nutritive. En effet, il ne s'agit peut-être pas tant de produire plus, que d'introduire des aliments plus nutritifs (légumes, patates douces à chair orange) dans les régimes alimentaires locaux ou d'améliorer la disponibilité, l'utilisation et l'accès à des aliments plus divers pour répondre aux besoins nutritionnels des sierraléonais.

l'agriculture et l'abandon de terres laissées en jachère, réduisant la superficie récoltée et le volume de production et augmentant la dépendance aux importations alimentaires, principalement d'Inde. Dans ce contexte, le défi de transition identifié pour le Bhoutan est de rendre le SA attractif pour les jeunes dans un environnement contraint, en identifiant des activités (logistique, marketing, spécialisation dans des produits à très haute valeur ajoutée) qui pourraient bénéficier de la culture numérique et du bon niveau d'éducation des jeunes bhoutanais, tout en leur permettant de se réaliser sans se couper de leurs racines.

L'initiative SASI-SPI repose ainsi sur la recherche-action, l'approche participative, la mobilisation de l'intelligence collective, l'effet de levier des investissements publics et privés et l'alimentation du dialogue politique pour rendre les systèmes alimentaires plus durables et inclusifs. ■

Marie-Hélène Dabat-Partiot

Chercheur au CIRAD, accueillie par AGROSAVIA et l'Université des Andes, Bogotá, Colombie.
marie-helene.dabat@cirad.fr

Gonzalo Alfredo Rodríguez-Borray

Chercheur à AGROSAVIA (Corporación colombiana de investigación agropecuaria), Bogotá, Colombie.
grodriquez@agrosavia.co

Isabelle Vagneron

Chercheur au CIRAD, Montpellier, France.
isabelle.vagneron@cirad.fr

EN SAVOIR PLUS :

Neither Corporate, Nor Family: The Indian "Patronal" Farm. Cadre conceptuel et méthode pour des diagnostics nationaux et territoriaux - Activer la transformation durable et inclusive de nos systèmes alimentaires. FAO, Cirad et Union européenne, 2022. <https://doi.org/10.4060/cb8603fr>

Par pays : Perfil de sistemas alimentarios - Colombia. <https://doi.org/10.4060/cc2298es>

Food Systems Profile - Sierra Leone. <https://doi.org/10.4060/cb8792en>

Food system profile - Bhutan. <https://doi.org/10.4060/cb8156en>



Battage de blé au Bhoutan : la migration vers les villes entraîne des pénuries de main-d'œuvre agricole et une féminisation de l'agriculture. Le défi de transition est de rendre le système alimentaire attractif pour les jeunes en identifiant des activités qui pourraient bénéficier de la culture numérique et du bon niveau d'éducation des jeunes bhoutanais.

Isabelle VAGNERON

Co-construire un dialogue éclairé pour une juste transformation

L'Alliance pour la souveraineté alimentaire en Afrique (Afsa) est une plateforme continentale rassemblant différents acteurs de la société civile (organisations d'agriculteurs, réseaux africains d'ONG, mouvements de consommateurs... répartis dans 50 pays) qui promeut des solutions africaines pour les politiques de souveraineté alimentaire. Famara Diédhiou, chargé de programme Afrique de l'Ouest pour l'Afsa, échange ici avec Cheikh Oumar Ba, socio-anthropologue et directeur exécutif d'Ipar, think tank sur les politiques publiques dans le secteur agricole et rural en Afrique de l'Ouest. Ils évoquent les défis à surmonter et l'indispensable évolution du dialogue politique.



"Les think tanks ont essayé de créer un pont entre le monde académique et le monde politique, en se préoccupant de l'impact des politiques publiques sur les communautés et la société civile", avance Cheikh Oumar Ba, directeur exécutif de l'Ipar.

Ipar



"Nous avons besoin de liens de cohérence entre les ministres du Commerce, de l'Agriculture, de la Santé et de l'Environnement pour de réelles politiques alimentaires, défend Famara Diédhiou, chargé de programme Afrique de l'Ouest pour l'Afsa.

agrigrille.tg

Grain de sel: Comment définissez-vous vos rôles pour participer à la transformation des systèmes alimentaires ?

Cheikh Oumar Ba: Le plan stratégique de notre Think tank Ipar mentionne les systèmes alimentaires comme élément central de compréhension des dynamiques de développement agro-sylvo-pastorale et halieutique. Cette compréhension des systèmes alimentaires est devenue la clé pour, non seulement, pouvoir agir, mais aussi pour anticiper les futures crises éventuelles. La recherche n'est pas seulement celle qui produit des technologies. Nous inscrivons nos recherches dans un processus qui permet d'anticiper l'évolution de l'agriculture familiale et d'évaluer sa contribution dans des systèmes alimentaires plus résilients et plus durables. Il s'agit de produire sainement et de manière durable, ce qui implique de se préoccuper de la qualité de la production, et de la santé liée à cela, en prenant en compte le devenir démographique de la population africaine et les équilibres des écosystèmes. Il faut donc s'assurer que les habitudes alimentaires soient connectées aux besoins et à cette rapidité de transformation. Cela demande de notre part, chercheurs, une anticipation, une compréhension des dynamiques, une analyse fine et, surtout, des évidences à mobiliser auprès des politiques pour contribuer à l'amélioration des systèmes alimentaires. La mission d'Ipar est de mettre en avant des preuves scientifiques pour éclairer les décideurs politiques, afin que les données probantes soient intégrées dans leurs prises de décisions. Grâce à l'expertise de nos chercheurs, qui ont notamment intégré le Consortium international de recherche sur la santé et la nutrition en milieu scolaire, nos travaux répondent aux besoins des politiques nationales, sous-régionales et internationales.

Famara Diédhiou: L'Afrique vit un moment clé pour les systèmes alimentaires: le processus d'élaboration de l'agenda post-Malabo guidera la transformation agricole de l'Afrique au cours de la prochaine décennie. En 2003, l'engagement de Maputo du Programme détaillé de développement de l'agriculture africaine (PDDAA) était d'augmenter la productivité agricole de 6 % et d'allouer 10 % du PIB à l'agriculture pour atteindre cette croissance de 6 %. Cet engagement a été suivi d'une stratégie décennale élaborée à Malabo par les dirigeants africains. Malheureusement, le continent reste largement en deçà des objectifs fixés pour 2025. Pour la future stratégie du PDDAA validée à Kampala, nous souhaitons rappeler aux dirigeants que l'implication active des agriculteurs et citoyens africains est indispensable, de sa conception à sa mise en œuvre, et nous proposons de mobiliser les parties prenantes pour qu'elles contribuent de manière constructive aux niveaux national, régional et continental. Avec Afsa, organisation continentale, nous unissons nos efforts en matière de plaidoyer, de recherche et de création de mouvements pour une stratégie de communication unifiée qui permettent de plaider en faveur de changements politiques favorables à l'agroécologie et à la souveraineté alimentaire, et l'Union africaine est notre interlocutrice principale.

GDS: Comment créer les conditions favorables d'un dialogue inclusif entre organisations paysannes, organisations de la société civile, monde de la recherche, secteur privé et politiques ?

Cheikh Oumar Ba: Une fois qu'on a mis en place des évidences scientifiques, le renforcement de capacités est une étape décisive pour permettre d'engager le dialogue.

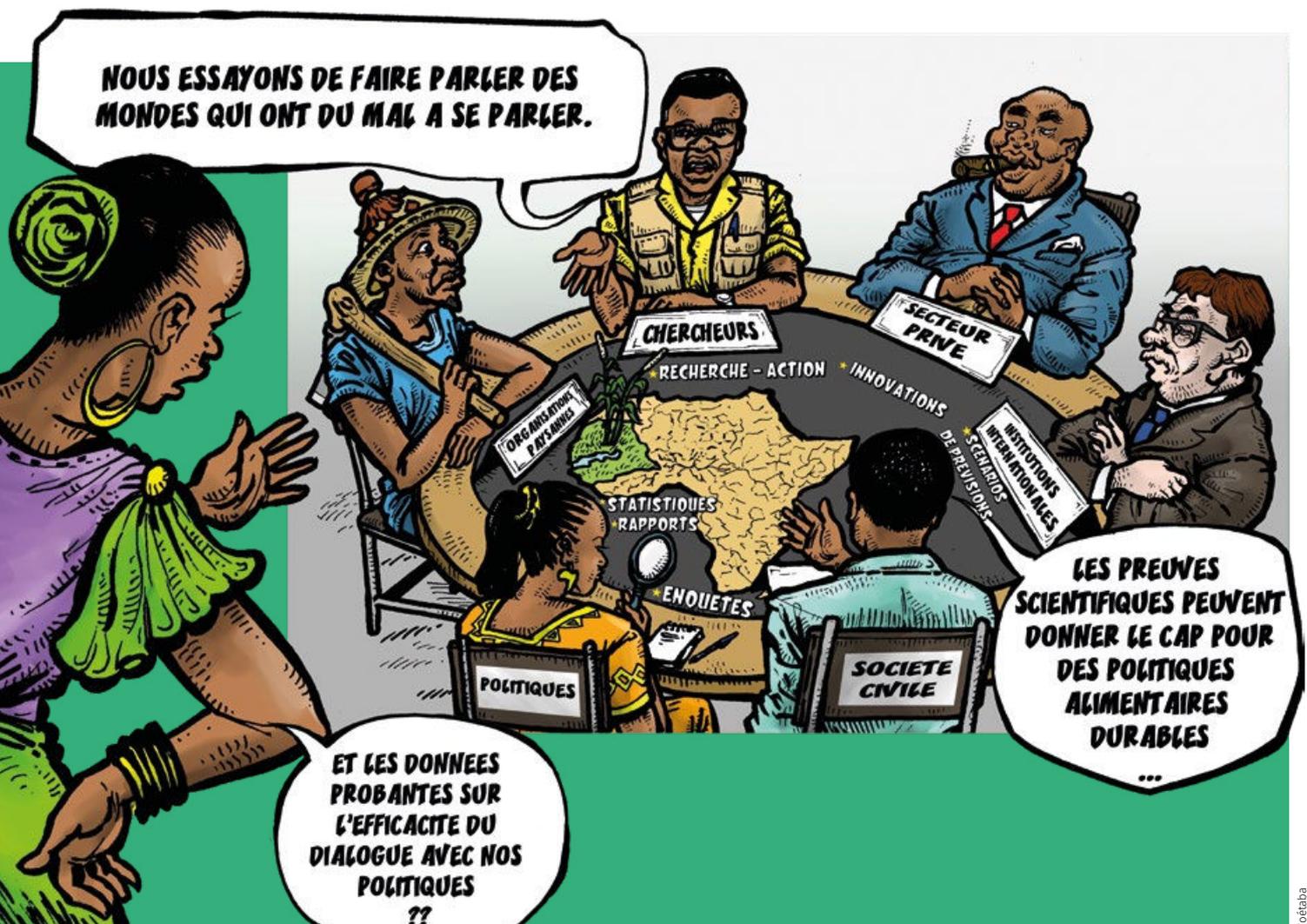
Toutes les parties prenantes sont rarement au même niveau d'informations. Or, les organisations paysannes et les consommateurs ont besoin des mêmes données pour argumenter contre les orientations politiques qui ne leur sont pas favorables. Renforcer leurs capacités sur cet aspect permet d'engager un dialogue inclusif entre toutes les catégories d'acteurs afin que ce dialogue soit le plus objectif possible, et puisse inviter les politiques à prendre des décisions qui soient impactantes et efficaces par rapport aux ressources financières à mobiliser. Certaines évidences scientifiques, quand elles sont produites de manière irréprochable, peuvent être imparables, comme les analyses de l'économie politique qui démontrent le coût de l'inefficacité ou le coût de l'inaction (ce qu'on gagne ou ce qu'on perd, en ne prenant pas les bonnes décisions). Nous essayons de créer les conditions d'un dialogue éclairé et productif qui permette de produire des résultats dont l'impact est positif pour l'ensemble des communautés et des popu-

"AFSA UNIT SES EFFORTS EN MATIÈRE DE PLAIDOYER, DE RECHERCHE ET DE CRÉATION DE MOUVEMENTS POUR PLAIDER EN FAVEUR DE CHANGEMENTS POLITIQUES FAVORABLES."

lations. Les think tanks ont essayé de créer un pont entre le monde académique et le monde politique, en se préoccupant de l'impact des politiques publiques sur les communautés et la société civile. Le secteur privé commence d'ailleurs lui aussi à comprendre qu'il gagnerait, économiquement, à prendre en compte le point de vue des chercheurs.

Famara Diédhiou: Le niveau de conscience sur notre manière de produire et de consommer, tout comme le niveau du débat sur ces

questions a profondément changé. Qui-conque doit formuler de nouvelles politiques en lien avec l'alimentation a presque l'obligation de prendre en compte ce niveau de conscience des populations, qui peuvent désormais, à tout moment, interpellier ces décisions politiques. Nous sommes arrivés à un moment où la connaissance est partout, ce qui donne la capacité de pointer du doigt les faiblesses ou les risques des orientations données. Pour autant, les citoyens, la société civile et l'État ne sont pas en guerre:



Zoétaba

nous sommes dans des dialogues. L'intérêt n'est pas forcément de gagner le débat, mais d'avoir un progrès harmonieux sur la base de nos convictions.

GDS: Quels sont les enjeux phares pour l'avenir des systèmes alimentaires?

Famara Diédhiou: Une des premières choses, c'est de se rendre compte qu'au niveau de certains pays, il n'y a carrément pas de politique alimentaire qui intègre de manière cohérente les questions de santé, les questions agricoles, les questions de commercialisation, etc. On a seulement des programmes agricoles. Nous avons besoin de liens de cohérence entre les ministres du Commerce, de l'Agriculture, de la Santé et de l'Environnement. Le ministre de l'Agriculture ne peut pas augmenter une production si, au même moment, le ministre du Commerce augmente les importations de cette même production. Nous ne pouvons pas travailler avec un ministère pour promouvoir les semences paysannes locales si, au même moment, un autre fait la promotion des OGM!

Le programme détaillé de développement de l'agriculture africaine, probablement influencé par des intérêts extérieurs non africains, s'est focalisé sur un nombre limité de cultures, un nombre limité de formes de fertilisation, etc. Il évoque la sécurité alimentaire, et non la souveraineté alimentaire. Après avoir incité les agriculteurs à utiliser un nombre très limité de semences, dites à haut rendement, la malnutrition a augmenté dans nos pays. Après avoir beaucoup travaillé sur la qualité des semences, nous souhaitons que la recherche se mobilise encore plus sur la santé et la fertilité des sols pour la production de certaines céréales et la diversification de certaines cultures.

Je pense par exemple au mil, qui est une céréale noble dans notre zone. La recherche devrait accompagner les communautés et les États à faire du mil irrigué. Il est très fréquent de voir sur le marché sénégalais de l'arachide irriguée, qui permet à tout moment d'avoir de l'arachide fraîche. On aimerait comprendre comment développer du mil irrigué et ainsi augmenter les surfaces cultivées et mieux anticiper les changements climatiques: dans certaines zones, les productions sont en train de baisser drastiquement, le mil barbu est devenu presque impossible à cultiver dans la zone de Casamance, alors que c'était la variété prédominante. Nous avons besoin de la recherche pour répondre à ce type d'enjeux, qui in fine donne des conseils, des orientations et des preuves matérielles de ce qui se passe sur le terrain. Après, il appartient aux usagers de

s'approprier ces résultats, et c'est un grand défi qui ne pourra fonctionner que si l'État et ses ministères nous accompagnent convenablement pour des changements d'échelle des pratiques durables avec un minimum de garanties. Les populations vulnérables ne pourront jamais franchir seules le pas du changement d'échelle.

"LA GRANDE QUESTION, C'EST COMMENT ASSURER UN BON SUIVI POUR QUE LES SYSTÈMES ALIMENTAIRES SOIENT RÉGIS DE MANIÈRE COHÉRENTE, ET GOUVERNÉS DE MANIÈRE CONSENSUELLE ET INCLUSIVE."

Cheikh Oumar Ba: Nous travaillons notamment sur les processus d'accès à la terre, qui sont souvent des contraintes majeures dans les systèmes alimentaires, surtout en termes de contributions du secteur privé. Il y a des conflits liés d'accaparement de terres, des conflits liés au contrôle des ressources. On s'est rendu compte que, de plus en plus, certaines transactions foncières ne permettaient pas à l'investisseur de prendre possession des terres achetées, car certaines communautés s'y opposent. Ce que nous essayons de faire, c'est de réfléchir aux processus pouvant être inclusifs et pouvant être acceptés par toutes les parties pour qu'on ne remette pas en cause la base productive, qui est essentielle à des systèmes alimentaires durables. Les systèmes alimentaires durables ont besoin d'être adossés à des bases productives maîtrisées et durables. L'exploitation des ressources doit être durable. Du coup, nous essayons de faire parler des mondes qui ont du mal à se parler.

Les acteurs nous perçoivent comme des institutions impartiales, car nous ne défendons aucun intérêt particulier. Notre neutralité fonde notre autorité sur le sujet. Nous devons être une institution capable de fournir des preuves objectives sans prendre parti. Sur la base des résultats de ces évidences,

nous essayons de travailler avec toutes les catégories pour que chacun puisse comprendre les mécanismes et trouver des consensus qui permettent d'aller de l'avant. Il y a un vrai besoin de créer une confiance entre les décideurs politiques, les producteurs, mais aussi ceux qui sont dans la régulation, la transformation ou l'utilisation des résultats produits. Cet écosystème à renforcer montre que chaque acteur a un rôle à jouer. La grande question, c'est comment assurer un bon suivi pour que les systèmes alimentaires soient régis de manière cohérente, et gouvernés de manière consensuelle et inclusive.

GDS: La recherche reste dépendante de ses financements, qu'ils soient nationaux ou internationaux. Comment garantir une souveraineté des données?

Cheikh Oumar Ba: Effectivement, il n'y a pas de souveraineté si on n'est pas capable de maîtriser son propre financement. Il est essentiel que les politiques nationales démontrent leur engagement en mobilisant les ressources à leur disposition, qu'il s'agisse de ressources humaines, financières ou autres. Il y a aussi cet appel à ce que chacun puisse contribuer: c'est ce que les autorités du Sénégal appellent aujourd'hui le "financement endogène" afin de réduire la dépendance à l'aide étrangère. La question est de savoir comment inciter les organisations professionnelles à reconnaître l'importance de prélèvements sur les filières, pour financer le conseil, la recherche et les services liés à la production, à la transformation, à la commercialisation et même à la consommation de ces produits. C'est pourquoi il est nécessaire de créer des ponts entre les différents maillons de la chaîne. ■

Propos recueillis par Émilie Langlade

EN SAVOIR PLUS :

Ipar, Plan stratégique 2024-2028
Lever le voile : l'influence de l'Agra (Alliance pour une révolution verte en Afrique) sur les politiques agricoles de l'Afrique. Étude d'investigation menée par Afsa au Kenya et en Zambie, août 2024.

Le partage des connaissances, mission commune d'Ipar Think Tank et d'Inter-réseaux autour de ce *Grain de sel*

Inter-réseaux Développement rural s'associe de nouveau à l'un de ses membres pour la co-réalisation de sa revue *Grain de sel*. Ce partenariat autour du dialogue science-politique pour des systèmes alimentaires durables avec l'Ipar, Initiative Prospective Agricole et Rurale, permet aux deux organismes de poursuivre leur mission de gestion des connaissances et d'invitation au débat, au dialogue et à la réflexion.

Pourquoi ce partenariat ?

> *Grain de sel*, au-delà de sa mission de production et de valorisation de connaissances, est un outil majeur d'animation du réseau, de par la diversité et le nombre de collaborateur·ices mobilisé·es. Cependant, une grande partie de la valeur ajoutée du processus reste invisible: l'animation du groupe de travail, ses réflexions, le travail collectif d'accompagnement rédactionnel et de relectures des articles. Le processus éditorial en lui-même a donc été ici l'occasion de partager à la fois les outils de travail autour de la gestion des connaissances et des responsabilités d'animation.

> Cette dynamique collaborative renforcée a une forte valeur ajoutée: pour Inter-réseaux, c'est l'occasion de se rapprocher d'un de ses membres et de bénéficier de son expertise thématique. Pour l'Ipar, cela a permis de collaborer de près avec d'autres membres de l'organisation, de croiser les regards avec d'autres acteurs sur le thème au centre de ce numéro, de bénéficier de l'expertise d'IR en matière de gestion de projet éditorial et de toucher un public plus large en Afrique et en Europe.

Ce *Grain de sel* s'inscrit dans la mission de l'Ipar

L'Ipar est un espace de réflexion, de dialogue et de proposition pour des politiques agricoles et rurales concertées et basées sur des données probantes au Sénégal et en Afrique de l'Ouest. Son troisième plan stratégique 2024-2028 met l'accent sur la transformation des exploitations familiales agro-sylvo-pastorales et halieutiques, par une démarche partenariale et collaborative orientée vers la production de données et de connaissances pertinentes, d'analyses stratégiques et prospectives, tout en s'appuyant sur les progrès scientifiques et les innovations technologiques existantes. Sa mission est de contribuer au développement économique et social du Sénégal et de la région ouest africaine par la création d'espaces d'échanges comme ce *Grain de sel* et de débats fondés sur les résultats d'une recherche stratégique et prospective rigoureuse, en lien étroit avec les défis actuels et futurs des économies agricoles ouest africaines et des exploitations familiales en particulier. ■

Promouvoir le dialogue politique et la mise en débat

Cet axe de l'Ipar vise à amener les parties prenantes, notamment l'État, le secteur privé et la société civile, à dialoguer autour d'enjeux de développement rural, au Sénégal et en Afrique de l'Ouest, qui intègrent le rôle et la place des Exploitations Familiales. Sur la base des recherches et des analyses qui seront produites par ses différents partenaires, l'Ipar les appuiera à valoriser leurs travaux de recherche de manière systématique dans la définition de stratégies de dialogue et de plaidoyer.



Faire de l'Ipar un Think Tank de référence en Afrique, catalysant des transformations économiques et sociales porteuses d'un développement durable, inclusif et équitable dans lequel les agricultures familiales joueront un rôle déterminant.

DU CÔTÉ DES MEMBRES

Plusieurs organisations membres d'Inter-réseaux animent et soutiennent des projets de recherche-action et de réflexions en lien avec la recherche et les politiques publiques sur le thème des transitions des systèmes alimentaires. Certaines ont intégré notre comité de rédaction (**Acting for Life, Afdi, Gret, Ipar, Iram**) ou ont co-signé certains articles (**CPF via le Roppa, Gret, Ipar**). Leurs expériences ont nourri les choix et débats de ce présent numéro.



Depuis 50 ans, Acting for Life (AFL) œuvre pour le développement économique et social des populations vulnérables. Au-delà de la recherche-action, menée en partenariat avec le Cirad sur l'agropastoralisme, notre ONG soutient la transition des systèmes agricoles et alimentaires durables sur les territoires en facilitant la mise en marché des produits agricoles et en impliquant une diversité d'acteurs (producteurs, transformateurs, consommateurs, acheteurs publics et privés). En outre, l'élaboration de plans alimentaires territoriaux permet d'identifier des leviers en faveur de la souveraineté alimentaire, tels que la commande publique, la mise en place de partenariats économiques pour l'approvisionnement des cantines scolaires ou encore l'adoption de politiques alimentaires locales.

Aussi pour accompagner cette transition, et dans le cadre du programme TERSAA, Transition des Systèmes Agricoles et Alimentaires sur les Territoires, AFL collabore avec l'Institut de Recherche pour le Développement (IRD), afin de capitaliser sur la résilience organisationnelle des producteur-ices, à travers l'analyse de différents modèles (associatif, délégatif, coopératif et partagé) et stratégies de mise en marché des produits agricoles. Ces travaux, intégrant différentes dimensions - économique- agro-environnementale- socio-politique-, permettront de comparer les freins et leviers de divers modèles de commercialisation agricole, dans ce contexte de transition alimentaire. contact@acting-for-life.org

Pour avoir plus d'informations:

<https://acting-for-life.org/favoriser-la-commercialisation-des-produits-agricoles-locaux-visite-de-lird-au-togo/>



Les projets FORI, levier entre organisations paysannes et recherche-action

Afdi, Agriculteurs français et développement international, est une association créée par les organisations professionnelles agricoles françaises, engagée dans le développement durable et la coopération internationale. Son objectif principal est de contribuer à la sécurité alimentaire et à la durabilité des systèmes de production agricole dans les pays du Sud, par le soutien aux organisations paysannes. afdi@afdi-opa.org

FORI (Farmer Organisation Led Research and Innovation), financé par l'Union européenne et porté par le réseau AgriCord dont Afdi est membre fondateur, vise à renforcer les liens entre les organisations paysannes et la recherche, créant un cadre propice à l'innovation sociale et technique. Les agriculteurs y testent et valident des technologies, permettant de recueillir des données d'expertise sur les pratiques agricoles locales, en intégrant les savoirs traditionnels et les besoins des communautés. Ces initiatives sont indispensables pour promouvoir une agriculture résiliente et durable.

Les projets FORI illustrent l'engagement d'Afdi et des organisations paysannes partenaires dans la transformation des systèmes alimentaires en Afrique de l'Ouest et centrale :

Au Mali, la **CNOP** développe des modèles de production agroécologique permettant l'amélioration de la production de "semences maraîchères paysannes".

Au Burkina Faso, la **CPF** coordonne un projet de développement de la "chaîne de valeur d'oignons" par des pratiques locales et des innovations techniques (conservation des produits, réduction des pertes post-récolte).

Au Cameroun, la **CNOP-CAM** diversifie les revenus des producteurs avec "la transformation de l'élevage du poulet local".

<https://www.agricord.org/en>

GRAIN DE SEL Vous aussi, participez !

La revue *Grain de sel*, publiée depuis 1996, est au cœur de la mission d'information, de mise en débat et d'échanges d'Inter-réseaux Développement rural. Sa vocation est de contribuer à une meilleure compréhension des enjeux du développement agricole et rural en Afrique et de rendre compte des débats animant le secteur. À l'image d'Inter-réseaux, qui est constitué d'acteurs africains et européens d'horizons divers engagés sur ces questions, chaque numéro est construit de façon participative. *Grain de sel* a pour but de donner la parole à une diversité d'acteurs de terrain (OP, ONG, chercheurs, leaders...) et de permettre à différents points de vue de s'exprimer. Nous sommes toujours intéressés par de nouvelles contributions : n'hésitez pas à nous écrire à : inter-reseaux@inter-reseaux.org!

Directeur de la publication: Sena Kwaku Adessou

Responsable du numéro: Emilie Langlade (Inter-Réseaux), Aly Faye (Ipar)

Comité de rédaction: Cheikh Oumar Ba, Hélène Basquin, Amel Benkahla, Estelle Dandoy, Abdoul Wahab Diakité, Famara Diédhiou, Joseph Etienne Diop, Jean-Luc François, Mamadou Goïta, Pierre Le Ray, Malik Lèye, Gilles Mersadier, Khady Thiané Ndoye, Nadia Ouattara, Laurène Poli, Yvon Saroumi, Ramadan Sylla, Liora Stührenberg, Laure Tall, Céline Weymann.

Conception & réalisation: Agence Appaloosa

Impression: Chat Noir impressions

Éditeur: Inter-réseaux Développement rural

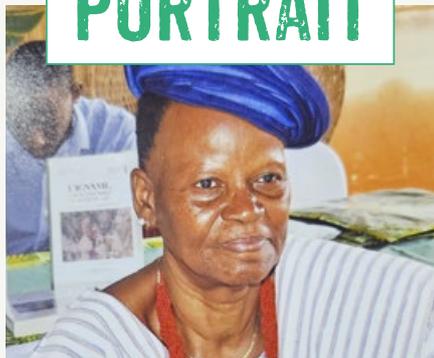
Nogent sur marne Tél: +33 (0)1 43 94 73 28

www.inter-reseaux.org

Dépôt légal: à parution - ISSN : 1253-0166

PORTRAIT

Jeanne Zoundjhekpou



La généticienne Jeanne Zoundjhekpou a dédié sa vie à la recherche et à l'action, pour protéger les biens communs et promouvoir des pratiques agricoles durables et respectueuses de la biodiversité africaine.

"J'ai toujours voulu devenir généticienne en partie à cause de mes racines rurales. Mon père était paysan-horloger dans le village de Ouahno, situé dans le Sud-Est du Bénin, tandis que ma mère était formatrice de produits agricoles, dans le village de Tchakla. Dès la terminale, j'ai développé une passion pour la génétique. Les lois de Mendel m'ont captivée et inspirée dans mon parcours académique. J'ai décidé de poursuivre mes études en Côte d'Ivoire, où j'ai eu l'honneur d'obtenir deux doctorats en génétique et amélioration des plantes et où j'ai exercé en tant que généticienne à l'Université nationale.

Au début des années 1990, alors que je rédigeais ma thèse, s'ouvraient les négociations internationales autour de la Convention sur la Diversité Biologique (CDB) qui fut signée en 1992 à Rio de Janeiro. Touchée par les questions de droit de propriété intellectuelle et des brevets déposés sur les ressources génétiques originaires d'Afrique, j'ai rapidement pris position contre les Organismes génétiquement modifiés (OGM), convaincue de la nécessité de protéger les ressources génétiques africaines.

Ma motivation était d'honorer mon père paysan, ma mère formatrice, et tous les paysans et paysannes de ma communauté, les Tollinous, en leur restituant ce que j'avais reçu d'eux. C'est ainsi que je suis devenue militante, expliquant les enjeux et les défis liés à la CDB, ainsi que les impacts négatifs des OGM sur l'agriculture et l'alimentation. Au début, mon engagement militant a été perçu très négativement par mes pairs. J'ai été marginalisée pendant de nombreuses années. Mais cela n'a fait que renforcer ma détermination.

Jeanne Zoundjhekpou

La génétique au service des biens communs

Un de mes principaux arguments était que la biodiversité du continent n'était pas encore suffisamment étudiée et exploitée pour être abandonnée au profit des OGM.

J'ai intégré l'Université d'Abomey-Calavi au Bénin en 2004, puis j'ai créé le Laboratoire de Génétique Écologique au Département de Génétique et des Biotechnologies de la Faculté des Sciences et Techniques. J'ai alors approfondi les recherches sur la génétique et la biologie de la reproduction sexuée des ignames. En tant que chercheuse, je suis convaincue que nous devons être des acteurs actifs dans la société. La science n'est pas neutre, et ceux qui partagent cette vision doivent s'engager pour influencer positivement notre avenir. Néanmoins, l'engagement civil doit respecter les choix individuels, chacun ayant la liberté de contribuer à sa manière.

Au cours de ma carrière, naviguant entre le monde scientifique universitaire, les organisations paysannes, les ONG et le monde politique, j'ai rencontré de nombreux défis et rapports de force à plusieurs niveaux. En janvier 2004, avec Inades-Formation, Enda Pronat, Grain et des intellectuels africains, nous avons créé la Coalition pour la Protection du Patrimoine Génétique Africain (Copagen) pour dire "Non aux OGM" dans l'agriculture et l'alimentation.

Les scientifiques et les leaders d'ONG ont assuré des formations dans chacun des neuf pays concernés pendant plusieurs années. Nous avons sensibilisé la Banque Mondiale en 2010 et, en 2011, l'UEMOA contre l'utilisation du coton Bt au Burkina Faso, coton génétiquement modifié qui s'est avéré désastreux. Pour un dialogue constructif avec les politiques, le plaidoyer basé sur l'utilisation des informations scientifiques avérées est une stratégie militante qui a porté ses fruits, tout comme le réseautage entre scientifiques, organisations paysannes et ONG à différents niveaux.

Comment la recherche peut-elle combler l'écart entre pratiques innovantes et politiques alimentaires ? Cela dépend des politiques nationales d'enseignement supérieur, de recherche scientifique dans les universités africaines et de la recherche agrono-

mique dans chaque pays, car ce sont elles qui conduisent à des innovations dans les domaines agricoles et alimentaires. La recherche joue également un rôle crucial en faisant le pont entre les différents acteurs et en œuvrant pour une meilleure vulgarisation. Toutefois, cette vulgarisation demande un travail de terrain et doit s'adapter à chaque contexte.

Dans le cas de l'innovation issue de mes travaux de recherche sur l'igname, notamment la création variétale à partir des graines, les jeunes diplômés peuvent devenir entrepreneurs agricoles en créant de nouveaux cultivars d'ignames à partir des semis de graines récoltées dans les champs des producteurs. Il est essentiel que mes travaux de recherche bénéficient aux jeunes Africains ruraux. Mon dernier livre, "L'igname, une plante noble au futur pluriel" (Editions Ruisseaux d'Afrique), propose des fiches techniques pour la création de nouveaux cultivars d'ignames adaptés aux différentes zones agroécologiques du continent, résistants aux maladies (viroses, anthracoses, bactérioses, etc.) et possédant de nouvelles caractéristiques organoleptiques. Si un pays ou un laboratoire national veut améliorer la plante en passant par la culture des grains de pollen in vitro, la culture des fleurs femelles ou la réalisation des fécondations in vitro, c'est une avancée biotechnologique acceptable.

Pour accompagner la transformation des systèmes alimentaires durables et résilients, les biotechnologies ont certainement un rôle à jouer, à condition qu'elles respectent les droits des paysans. En ce qui concerne la souveraineté alimentaire, il n'y a aucune place pour les organismes génétiquement modifiés : non aux OGM dans l'alimentation ! Cependant, si un pays souhaite promouvoir le micro-bouturage in vitro des plantes alimentaires, il n'y a aucun problème ; cultiver le manioc, l'igname ou l'ananas par micro-bouturage in vitro sont des biotechnologies bénéfiques pour les paysans, à condition que les chercheurs et les producteurs travaillent main dans la main et dans le respect mutuel ! ■

Propos recueillis par Emilie Langlade